

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

L'IMPOT DU SEL EN CHINE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le samedi 7 novembre 1936, à 14 h. 30

PAR

CHOW LIANG-DONG

MEMBRES DU JURY :

Président	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs.....	MARCHAL, agrégé.
	TEITGEN, agrégé.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547406_0050

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

L'IMPOT DU SEL EN CHINE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le samedi 7 novembre 1936, à 14 h. 30

PAR

CHOW LIANG-DONG

MEMBRES DU JURY :

Président	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs	MARCHAL, agrégé.
	TEITGEN, agrégé.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

* 30077.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ✚, U I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (*, U I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, U I), MICHON (*, U I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, U I).

ROLLAND (U I).

MOREL (*, U I).

GÉNY (C *, U I).

RENARD (U I).

MICHON (*, U I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (U I), docteur en droit.

MM. SENN (*, ✚, U I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, U I), professeur de Droit criminel.

KRÖELL (U I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (U I), professeur de Droit international public.

LESCOT (U I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (U I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✚, U I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (✚, U A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (U A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

HUGON, docteur en Droit, chargé de cours d'Economie politique.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

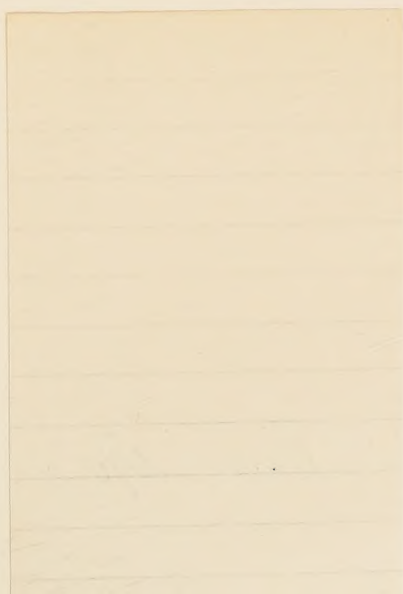
BERTRAND (U I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A MES PARENTS

Témoignage d'affection et de reconnaissance.



A mon Maître

M. F. DE MENTHON

Professeur d'Economie politique
à la Faculté de Droit de Nancy

Hommage respectueux.

INTRODUCTION

Le principe de l'impôt du sel remonte à la très haute antiquité.

Aussi, avons-nous estimé ne pouvoir mieux faire, pour débiter l'étude qui va suivre, que chercher, dans un premier chapitre, à dégager à travers l'histoire de la Chine, l'évolution du problème de la gabelle.

Nous verrons ainsi qu'on trouvait déjà des traces de ce genre d'impôt dès le ^{xx}e siècle avant J.-C. Il est à peu près impossible de retrouver aujourd'hui sous quelle forme exacte était perçu l'impôt à cette époque. Nous savons cependant que cet impôt fut maintenu depuis lors sous toutes les dynasties et tous les régimes politiques qui se sont succédés.

Nous savons aussi que la gabelle a pris rapidement une grosse importance à un double point de vue, vis-à-vis de l'Etat pour les recettes non négligeables qu'elle lui apportait et vis-à-vis de la population qui n'admettait pas de bon gré la charge de cette nouvelle taxe.

Aussi verrons-nous qu'à certaines périodes l'impôt du sel a provoqué des mouvements de mécontentement assez sérieux, allant même jusqu'à engendrer de véritables soulèvements révolutionnaires (1).

(1) C'est aussi ce qui a existé en France, vers 1342, à l'époque où fut établi l'impôt du sel, et plus tard lorsque cet impôt fut rendu obligatoire et calculé par tête d'habitant. Notons d'ailleurs que la gabelle ainsi comprise disparut, en France, avec la révolution de 1789.

Quoiqu'il en soit, cet impôt a subsisté malgré toutes les résistances, non sans qu'il ait, toutefois, été amendé et ramené à des proportions moins exorbitantes qu'à son début.

Pour bien se rendre compte de l'importance de l'impôt du sel pour l'Etat, et, par suite, de la volonté farouche déployée par les différents régimes constitutionnels pour le défendre, il suffit d'analyser en détail les possibilités immenses de production et les grandes facilités de consommation de cette denrée.

C'est ce que nous ferons dans le deuxième chapitre de l'étude en passant en revue d'abord les différents procédés employés pour la production du sel, ainsi que le prix de revient obtenu par l'application de ces divers procédés. Des tableaux incorporés dans cette partie donneront des chiffres prouvant abondamment le développement incessant de la production.

Comparativement à la production, nous étudierons également dans ce deuxième chapitre le problème de la consommation, envisageant tour à tour les possibilités de débouchés sur les marchés national et international.

Les chiffres officiels consignés dans d'autres tableaux seront la preuve évidente que, parallèlement à la production, la consommation connaît un développement toujours croissant.

Ceci étant établi, il est intéressant de rechercher de quel ordre peuvent être les ressources procurées à l'Etat par cet impôt et de quelle façon la perception en est assurée.

Ce sera l'objet du troisième chapitre de notre étude.

Nous examinerons en premier lieu les différentes modalités de l'impôt en général, en faisant une analyse des impôts divers qui sont appliqués et en donnant d'autre part, un aperçu des tarifs qui sont actuellement en vigueur en Chine. Nous attirerons, à ce sujet, l'attention sur les écarts quelquefois très sensibles existant entre les impôts de régions différentes.

Nous traiterons ensuite plus spécialement du rendement de l'impôt du sel et, à cet effet, nous citerons encore des chiffres très édifiants qui attestent des ressources énormes procurées à l'Etat par cet impôt, qui se classe pour les revenus publics au deuxième rang, c'est-à-dire immédiatement après les recettes provenant des droits de douane.

Nous décrirons aussi les formalités de perception de l'impôt selon les différentes régions où il est appliqué.

Enfin, nous terminerons ce quatrième chapitre en traitant d'une question d'importance particulière, puisqu'il s'agit des relations existant entre l'impôt du sel et les dettes de l'Etat, tant intérieures qu'internationales.

Nous verrons, en effet, dans quel sens les emprunts faits par l'Etat sont intimement liés à l'impôt du sel, et nous aurons l'occasion de nous étendre sur ce sujet.

Après avoir étudié l'origine de la gabelle, son but, son évolution, ses résultats et les inconvénients qu'elle peut comporter, nous terminerons notre étude en consacrant le dernier chapitre aux détails d'organisation et de fonctionnement de ce service depuis sa création en Chine.

Nous analyserons successivement les trois grands principes d'organisation qui ont été adoptés, et enfin, nous traiterons plus particulièrement du mode d'organisation qui régit actuellement la gabelle.

Pour nous résumer, disons que dans l'étude qui va suivre, nous pensons avoir exposé de façon suffisamment explicite les grandes lignes du système de la gabelle en Chine, pour permettre de retirer de sa lecture une idée aussi exacte que complète de ce système.

Le but que nous nous étions assigné sera atteint si nous avons pu y réussir.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME DE LA GABELLE EN CHINE

Le système de la gabelle en Chine remonte à des temps très anciens, avant même la dynastie Tao-Tan, soit au ^{xx}e siècle avant J.-C.

Il est établi qu'à cette époque préhistorique le système de la gabelle existait déjà, quoique l'absence de documents ne permette pas de vérifier cette affirmation.

Depuis cette époque jusqu'à nos jours, il s'est produit de nombreux changements dans ce domaine.

Dans notre étude nous donnerons un aperçu de l'évolution du système de la gabelle dans l'histoire chinoise. Nous chercherons notamment à analyser les systèmes anciens et à dégager l'importance et l'influence exercées par ces systèmes sur le système actuel, obtenu à la suite des différents changements successifs, et en vigueur en Chine depuis le pouvoir de contrôle exercé par le Kuomintang, sous le gouvernement nationaliste de la République Chinoise.

Nous traiterons également des différents et nombreux systèmes qui ont été appliqués du début à nos

jours, et que nous pouvons classer en cinq catégories principales de la façon suivante (1) :

- 1° Le système du commerce libre sans impôt ;
- 2° Le système du commerce libre soumis à l'impôt ;
- 3° Le système du monopole d'Etat absolu ;
- 4° Le système du monopole d'Etat restreint ;
- 5° Le système du monopole concédé.

Afin d'obtenir une meilleure compréhension de ces changements successifs, nous avons pensé qu'il serait préférable de les diviser suivant certaines périodes caractéristiques que nous allons analyser ci-après.

(1) Voir : *A short history of the salt administration in China*, p. 2.

SECTION I

Période des systèmes multiples

Cette période qui peut se situer sous la dynastie Tao-Tan (au ^{xx}^e siècle avant J.-C.) a connu de nombreux systèmes, parmi lesquels nous mentionnerons tout d'abord celui de la liberté absolue de production et de vente, sans perception d'aucune sorte d'impôt.

Ce système fit place sous la dynastie de Chow (1134 à 359 avant J.-C.) à un autre système qui, s'il ne prévoyait pas le paiement d'un impôt proprement dit et laissait la liberté de production, instituait cependant l'obligation d'acquitter la dîme du sel produit en faveur de l'empereur..

Toutefois, ce système disparut à son tour pour être remplacé par un autre ayant pour inspirateur Kwan-Toun (1), premier ministre sous la dynastie Tsi (342 à 246 avant J.-C.). Ce nouveau système, de beaucoup le mieux étudié et le plus complet pour cette époque, fut soumis à l'empereur par Kwan-Toun qui le défendit avec de solides arguments et le fit adopter, amenant ainsi une richesse inespérée pour l'Etat.

Ce système, totalement différent des précédents, consistait en somme dans l'institution d'un monopole restreint de l'Etat, monopole limité au transport et à la vente, alors que la production était laissée aux entreprises privées.

(1) Voir : *Kwan-Sze*, ch. II, p. 175.

L'introduction de ce système fut accompagnée de nombreuses mesures spéciales tendant à l'organisation et au développement de la production.

C'est ainsi que les régions côtières furent expropriées au profit de l'Etat et que l'on fit venir dans ces régions une population suffisante pour une exploitation massive.

Par ailleurs, il fut procédé au recensement de la population du pays et à l'établissement de statistiques quant à la quantité de sel consommé par tête d'habitant.

Des immeubles spéciaux furent construits pour le stockage du sel en cas de surproduction, ces stocks étant alors destinés à l'exportation en vue d'améliorer la balance commerciale de l'Etat. Ces exportations eurent de très heureuses répercussions sur la situation financière du pays, non seulement par les bénéfices découlant de ces opérations, mais encore par les quantités d'or qu'elles permettaient de ramener au pays. On voit par là qu'à cette époque la Chine, quoique seulement au stage agricole, appliquait déjà les méthodes commerciales introduites en Europe beaucoup plus tard seulement.

Dans les régions voisines des lieux de production, le prix du sel était évidemment très bas, alors que dans les provinces éloignées, ce prix était très élevé par suite des frais de transport. Devant cet état de choses et en vue d'abaisser le prix du sel dans ces provinces éloignées, l'Etat se chargea lui-même du transport du sel, désirant ainsi faciliter aux populations de ces provinces l'achat de cette denrée nécessaire.

Ce système resta en vigueur en Chine pendant 140 ans environ, jusqu'à la chute de la dynastie Tsi et fut remplacé par un nouveau système dû au ministre Shen-Yun de la nouvelle dynastie Ching (247 à 207 avant J.-C.).

Ce nouveau système abolit le monopole institué par le précédent et rendit libre la production, le transport et la vente du sel. Toutefois, en libérant ainsi le sel du monopole qui le régissait, le nouveau système instaura un impôt assez lourd à la production, qui eut pour effet d'entraîner une forte augmentation du prix de vente du sel. Il en résulta une élévation des charges de la population, qui fit naître de vifs mécontentements parmi celle-ci. Par ailleurs, la concurrence devint très vive entre les producteurs et il s'en suivit que les petits producteurs furent progressivement éliminés et absorbés par les gros producteurs.

Ces deux raisons provoquèrent des mouvements d'animosité dans le pays, si bien que la révolution qu'ils entraînèrent amena la déchéance de la dynastie Ching.

La dynastie Han (de 206 avant J.-C. à l'an 325) qui lui succéda, dut s'occuper de l'instauration d'un nouveau système (1). A cet effet, les différents hauts fonctionnaires du pays furent réunis pour en décider. Ces fonctionnaires étaient divisés en deux partis de tendances différentes. L'un de ces partis opinait pour la production et la vente absolument libres sans aucun impôt, alors que l'autre parti préconisait le retour au monopole d'Etat.

(1) Voir : *Chronique de la dynastie Han*, vol. III, p. 5.

Ce fut cette dernière solution qui l'emporta. Il fut donc créé un système de monopole d'Etat absolu, comprenant la production, le transport et la vente.

La création de ce monopole fut accompagnée de la promulgation de lois spéciales tendant à le faire respecter, parmi lesquelles on peut citer celle réprimant la production ou la vente clandestines du sel et prévoyant pour ces délits des peines sévères. Le délinquant était puni d'une amende très lourde; s'il ne pouvait payer cette amende, on lui coupait les doigts.

D'autre part, des fonctionnaires furent envoyés dans tous les centres producteurs pour surveiller et contrôler la production.

Le système de monopole absolu ainsi institué dura jusqu'à la dynastie Su (de 605 à 616) qui abolit encore une fois le monopole pour le remplacer par le système de liberté complète sans impôt d'aucune sorte (1).

La dynastie suivante, dynastie Hou-Tei (de 618 à 959) changea à nouveau de système pour rétablir le monopole absolu avec paiement obligatoire par chaque habitant d'un impôt uniforme pour une consommation fixée, effective ou non (2).

Nous venons d'analyser rapidement les différents systèmes qui se sont succédés dans les temps très éloignés. Nous pouvons en déduire que la réglementation d'une matière aussi importante ne peut demeurer

(1) Voir: *A short history of salt administration in China*, sect. 2, p. 3.

(2) Système également autrefois appliqué en France. (Voir à ce sujet: *Traité de la Science des Finances*, par P. LEROY-BEAULIEU, p. 825.)

immuable et qu'elle est appelée à changer suivant l'évolution des conditions sociales du pays.

Nous allons examiner plus en détail dans les pages suivantes un système différent de ceux décrits ci-dessus, car ce nouveau système a été en vigueur pendant très longtemps et a eu une influence certaine sur la base du système réformé qui régit à l'heure actuelle la production du sel en Chine.

SECTION II

Période du régime des concessions (*In-Pio*)

Au début de ce chapitre, il nous faut bien faire comprendre la signification du terme chinois *In-Pio* qui désigne ce nouveau système, qui est, d'ailleurs, toujours en vigueur à l'heure actuelle, après certaines modifications que nous analyserons par la suite.

Il s'agit, en somme, de licences accordées à certaines personnes, leur conférant le droit et l'exclusivité du transport ou de la vente du sel.

Ce droit au transport ou à la vente est accordé par le gouvernement à la demande de l'intéressé sous forme d'un certificat spécial comportant concession, pour une seule opération ou pour une durée d'un an, de la licence contre l'acquittement d'une certaine somme constituant l'impôt, payable d'avance.

Remarquons toutefois que la licence n'est valable que pour une certaine région déterminée et qu'elle ne peut être utilisée pour opérer dans la région voisine. Disons aussi que la Chine est divisée à cet effet en un certain nombre de régions ou districts (1).

Le droit à la production est également soumis à l'obtention d'une licence qui, cependant, est accordée pour une durée illimitée.

(1) Ceci est analogue à ce qui existait en France avant la Révolution, où le pays était divisé en quatre zones différentes par la gabelle. (Voir à ce sujet : *Traité de la Science des Finances*, par P. LEROY-BEAULIEU, p. 825.)

Ce nouveau système a été préconisé et mis en application sous la dynastie Tsing (de 960 à 1100) (1).

L'institution de ce système a été accompagnée de la création de certains organismes de contrôle pour sa bonne exécution.

Nous allons examiner plus particulièrement les attributions du bureau central et du bureau local qui furent créés dans chaque district.

Le bureau central, qui était en somme un office de contrôle, avait pour mission de vérifier l'authenticité du certificat de licence et d'en faire le constat par l'apposition d'un sceau sur le dit certificat.

Muni de ce certificat ainsi pourvu du sceau du bureau central, l'intéressé se rendait alors au bureau local qui, sur le vu du dit certificat, délivrait à son porteur une quantité de sel strictement égale à la quantité portée au certificat.

Une police spéciale fut également créée pour la surveillance des différentes régions productrices et pour empêcher et réprimer les opérations clandestines et la fraude.

Toutefois, ces mesures de police furent sans grand succès, car le prix du sel étant très élevé et ayant subi une hausse allant jusqu'à 60 % du prix pratiqué sous la dynastie précédente, de nombreuses personnes se livraient à la fraude dans l'espoir de gagner quelque argent. Si bien que des lois spéciales et excessivement sévères furent votées pour réprimer ces fraudes ; ces

(1) Voir : *A short history of the salt administration in China*, sect. 4, p. 6.

lois assimilaien la fraude du sel au brigandage et prévoyaient contre elle les mêmes peines que pour ce délit.

Ce système subsista ainsi jusque sous la dynastie Yuan (1294 à 1309), époque à laquelle il fut apporté un changement qui touchait uniquement la production du sel, le transport et la vente restant soumis aux mêmes prescriptions que précédemment.

La licence de production fut supprimée et remplacée par le monopole d'Etat; ce dernier étant seul à pouvoir produire et vendre aux commerçants.

De nombreux greniers furent construits pour abriter les stocks de sel en attendant leur vente.

La création de ce monopole entraîna également le vote de certaines lois, sévères elles aussi, destinées à combattre et punir, le cas échéant, la production clandestine. Celle-ci était punie de la confiscation de tous les biens du coupable qui subissait, en outre, une peine de deux ans de prison.

Notons ici que si le coupable avait été arrêté à la suite d'une dénonciation, la personne qui l'avait dénoncé se voyait octroyer, comme récompense, la moitié des biens confisqués.

Cette méthode un peu spéciale de faire respecter la loi amena, cela se comprend aisément, des animosités assez vives entre la population et les fonctionnaires de la police.

D'autant plus que rien ne protégeait de façon efficace les personnes complètement innocentes contre une inculpation injustifiée, uniquement inventée par des complices désirant s'enrichir malhonnêtement des biens d'autrui.

Le mécontentement dû à ces mesures draconiennes fut d'ailleurs une des principales raisons de la décadence de la dynastie Yuan qui n'avait duré qu'une cinquantaine d'années.

Celle-ci fut suivie par la dynastie Min (de 1368 à 1643) qui, tout en maintenant le même système, dut cependant avoir recours à de nouvelles mesures spéciales en raison des conditions sociales particulières qui existaient alors.

En effet, on assista à cette époque à un accroissement très sensible de la population qui eut pour résultat de provoquer une crise du sel, en raison de l'insuffisance de la production.

Par ailleurs, l'agriculture prenait à ce moment son essor dans le pays et de nombreuses personnes travaillant à la production du sel abandonnèrent ce métier pour aller s'installer dans des provinces très éloignées en vue de se livrer au défrichement des terres et à la culture.

Devant ces faits, il fallut que le gouvernement chercha des remèdes, et c'est ainsi qu'il prit certaines mesures que nous allons exposer.

Pour combattre et remédier à l'insuffisance de la production, due, comme nous l'avons dit, à l'exode de la population, le gouvernement augmenta considérablement les salaires, ce qui eut pour effet de ramener des ouvriers qui travaillaient alors le plus possible pour gagner le plus d'argent, et par le fait d'augmenter considérablement la production.

D'un autre côté, les régions productrices de sel étant impropres à la culture, et l'inverse étant égale-

ment le cas, le gouvernement imagina de créer un système d'échange entre ces régions opposées et de faciliter entre elles l'échange de leurs produits.

Un office spécial de contrôle des échanges fut créé à cet effet, qui avait pour but de vérifier les opérations d'échange ainsi faites, soit de céréales (blé, riz, etc...) contre du sel, soit de sel contre des céréales.

Ce système subit une nouvelle modifications sous la dynastie Chin (de 1644 à 1911) qui abolit à nouveau le monopole de production pour laisser celle-ci entièrement libre (1). En même temps fut favorisé la création de grosses compagnies qui achetaient le sel produit, le stockaient dans les greniers et en effectuaient la vente aux personnes possédant le certificat de licence dont il a été parlé au début de ce chapitre.

Remarquons, en passant, qu'à cette époque la licence n'était plus limitée à une certaine durée, mais accordée pour un temps illimité et transférable par vente ou par succession.

Les personnes possédant la licence et, rappelons-le, réparties par districts, se voyaient fixer un tonnage minimum de vente sur lequel ils devaient acquitter un impôt fixe, même s'ils ne réalisaient pas ce tonnage. Par contre, s'ils dépassaient le tonnage minimum, ils étaient tenus de payer un impôt supplémentaire sur ce surplus.

L'institution de ce nouveau système s'accompagna également des lois nécessaires à la répression des

(1) Voir : *A short history of salt administration in China*, ch. V, p. 41.

opérations clandestines et des ventes dans des districts autres que celui pour lequel était accordée la licence.

Ce système resta en application pendant 260 ans, mais on s'aperçut à la longue qu'il ne répondait pas encore aux conditions souhaitables. Les besoins financiers de plus en plus considérables de l'Etat amenèrent une aggravation progressive de l'impôt, entraînant une augmentation parallèle du prix du sel.

Par ailleurs, les grosses compagnies détenant à elles seules le pouvoir d'achat vis-à-vis des producteurs, firent des bénéfices énormes et, en raison de leur importance, pouvaient même se livrer à des fraudes impunies augmentant encore leurs bénéfices. Ces fraudes étaient également pratiquées par les vendeurs possesseurs des licences, car, en raison de l'augmentation croissante de la population, le tonnage vendu augmentait aussi chaque année, quoique le minimum fixé restait le même; la fraude sur le surplus vendu était donc aisée, d'accord souvent avec les fonctionnaires chargés de la surveillance.

C'est, dans une large mesure, ce qui devait amener au bout d'un certain temps les projets de réforme du système dont va faire l'objet la section suivante.

SECTION III

Les projets de réformes de 1911 à 1926

Après la chute de la dynastie Chin, qui fut suivie de la première révolution chinoise qui dura de 1911 à 1926, les premiers mouvements en vue d'une réforme du système de la gabelle se firent jour.

Des projets de réforme furent établis et présentés par CHANG-NAN-TONG (1) et par CHIN-CHU-CHING (2), deux spécialistes de ces questions.

Ces projets, qui ne furent pas adoptés mais qui exercèrent cependant une grande influence sur les réformes postérieures, prévoyaient entre autres la limitation et la division des régions productrices en deux zones, la région nord et la région sud, chacune de ces régions devant pourvoir à l'alimentation des provinces qui lui étaient rattachées.

Ces projets prévoyaient aussi que la production devait être monopole d'Etat et que l'impôt devait être abaissé et simplifié, en ce sens qu'il devait être perçu au moment de la vente et compris dans le prix de vente. Le système des licences concédées devait être aboli et l'achat, ainsi que le transport, rendus absolument libres à quiconque.

La vente devait se faire par l'Etat et, à cet effet, il était prévu de centraliser dans chacune des deux

(1) Voir : *Revue du Sel*, p. 59.

(2) Voir : *Rapport mensuel du Sel*, p. 74.

régions envisagées les offices de surveillance et de contrôle disséminés dans les différents districts créés précédemment à la suite du système du monopole concédé.

Mais, comme nous l'avons dit, ces réformes restèrent à l'état de projet.

Un autre réformateur, C.-H. LIN, étudia également un projet destiné à remplacer le système en vigueur à cette époque.

Il entreprit une ardente campagne de propagande en faveur de son projet par une série d'articles dans la presse et les revues.

Ce projet, plus complet et mieux étudié que ceux mentionnés ci-dessus de CHANG-NAN-TONG et CHIN-CHU-CHIN, prévoyait notamment :

*1° L'abrogation du système des concessions
et l'introduction du système de la libre concurrence*

Ce nouveau système devait avoir pour conséquence la suppression des districts de licences et un abaissement certain du prix du sel. Il prévoyait, en outre, que l'impôt qui devait être réduit serait perçu par une taxe unique à la production, le transport et la vente du sel étant dégagées de toute charge fiscale. Le projet escomptait par cette mesure, non seulement simplifier la perception de l'impôt, mais encore, par son abaissement, réduire considérablement la fraude.

*2° Un nouveau statut pour les fonctionnaires
du service de la gabelle*

Le projet prévoyait aussi une réforme en ce qui concernait les fonctionnaires chargés de la surveillance et de la perception de l'impôt du sel. Il estimait notamment que ces fonctionnaires devaient être choisis parmi des spécialistes de la question et envisageait un stage d'un an dans cette administration avant d'obtenir la titularisation.

Il proposait encore, pour encourager ces fonctionnaires, à consacrer tous leurs efforts à l'exercice strict de leurs fonctions, d'assurer leur stabilité et de leur réserver l'allocation d'une pension à la fin de leur carrière.

Pour combattre la corruption toujours possible, le projet estimait enfin nécessaire un statut très sévère pour la répression de cette faute, et comme mesure préventive une augmentation des salaires de ces fonctionnaires.

*3° Des mesures envisagées
pour une meilleure production*

Parmi ces mesures destinées à obtenir un meilleur rendement de la production, le projet envisageait la suppression pure et simple des salines dont la production était trop faible en raison des mauvaises conditions naturelles d'exploitation. Il prévoyait, d'autre part, la fusion des petites salines dont le prix de revient s'établissait à un chiffre trop élevé, avec

les grosses entreprises qui existaient dans leur voisinage.

La première mesure entraînant le licenciement d'un certain nombre d'ouvriers, il était prévu de les transporter vers la plus proche des régions où la production allait continuer, afin de les employer à cet endroit.

L'étude nécessaire à l'application de ces mesures devait être assurée par un bureau spécial qui devait être créé à cet effet.

Outre ces mesures destinées à une augmentation de la quantité de la production, le projet en prévoyait également d'autres destinées à l'amélioration de la qualité par la surveillance sévère de la qualité du sel produit, au point de vue principalement de la comestibilité.

4° *L'amélioration des conditions de transport*

Les mesures envisagées dans ce domaine avaient pour but essentiel de rechercher une diminution aussi forte que possible des frais de transport et en même temps une réduction du délai de transport pouvant avoir une influence sur la qualité du sel à l'arrivée.

Ces mesures prévoyaient, pour arriver à ce résultat, que le transport du sel serait fait de chaque centre de production dans les provinces immédiatement voisines ou les plus rapprochées de ce centre.

Par ailleurs, elles prévoyaient aussi l'utilisation, pour ces transports, des voies les plus rapides, soit par fer, soit par eau, ainsi que l'augmentation sensible des moyens de transport.

Comme on peut en juger, ce projet de réforme était minutieusement étudié et fort complet.

Il ne fut cependant pas pris en considération, car la Chine, à ce moment, était livrée à la guerre civile et l'étude de la question du sel restait délaissée.

D'autre part, ce projet rencontra, en plus des conditions défavorables de la situation intérieure du pays, de sérieux adversaires de la part des commerçants qui possédaient les licences dans les différents districts du pays et qui n'entendaient pas se laisser enlever une source si fructueuse de bénéfices, ainsi que de la part de l'autorité militaire des provinces occupées qui avaient recours aux sommes provenant de l'impôt du sel perçu dans ces provinces pour entretenir et compléter leur matériel de guerre indispensable à la poursuite de la lutte menée par elle.

De sorte que l'ancien système demeura en application jusqu'à la seconde révolution de 1927, époque à laquelle des réformes furent apportées, dont nous allons parler maintenant.

SECTION IV

La réforme de 1928

Comme nous l'avons vu, pendant les différentes périodes ayant précédé la deuxième révolution chinoise qui s'étend de 1927 à 1936, le système de gabelle fut toujours mauvais et, principalement durant les dernières années avant cette révolution, l'impôt du sel était devenu extrêmement lourd et presque insupportable aux consommateurs, par suite d'une foule d'impôts supplémentaires perçus par les provinces à titres divers en plus de l'impôt d'Etat.

Aussi, le gouvernement nationaliste issu de la révolution de 1927 résolut de réformer le système de gabelle et, à cet effet, chargea un comité de spécialistes de l'étude de la question.

Ce comité se mit au travail et, après étude des différents problèmes, arrêta un projet de réformes diverses qui fut soumis au Parlement pour approbation et ensuite promulgué en 1928.

I. — LA LOI DE 1928

L'ensemble des réformes ainsi votées fit l'objet d'une loi comprenant 7 chapitres et 39 articles, dont nous allons analyser ci-après les points principaux.

1° Base et perception de l'impôt

Le système du monopole concédé par licences (In-Pio) fut aboli et remplacé par la liberté absolue de transport et de vente. Quant à la production, celle-ci restait soumise à une autorisation gouvernementale, quoique pouvant être assurée par toute personne privée.

L'impôt fut basé et stipulé payable en une seule fois sur cette production.

2° Contrôle de la production

En raison des excédents continuels de la production sur la consommation, et pour parer à cet état de choses, la loi édicta, dans son article 9, des prescriptions à observer en ce qui concerne le contrôle de la quantité de la production et l'équilibre de celle-ci avec les nécessités de la consommation.

Elle précisa, d'autre part, les opérations de contrôle à effectuer pour le constat de la bonne qualité du sel produit.

3° Organisation administrative

Pour assurer le bon fonctionnement du système ainsi réformé, la loi prévoyait la création de deux organismes distincts qui seraient chargés de veiller à sa bonne exécution: l'organisme d'administration proprement dit et l'organisme d'inspection.

L'organisme d'administration, sous la direction et le contrôle direct du Ministère de Gabelle, avait pour

mission de régler toutes les questions administratives ayant trait à la gabelle et dont nous parlerons d'ailleurs en détail plus loin.

L'organisme d'inspection, également, était placé sous la direction du ministère de gabelle et sa fonction sera également analysée ci-après.

4° *Tarif de l'impôt*

La loi fixa le tarif de l'impôt suivant deux catégories différentes, d'une part l'impôt frappant la production du sel destiné à l'alimentation, et d'autre part l'impôt frappant la production du sel destiné à la consommation industrielle.

Nous nous étendrons également de façon plus explicite sur ce sujet par la suite.

Telles sont les grandes lignes de la loi de 1928 ayant réformé le système de la gabelle et qui régit en principe ce système à l'heure actuelle.

Mais quoique huit années se soient déjà écoulées depuis la promulgation de cette loi, l'ensemble des mesures qu'elle prévoyait n'a pas encore été totalement mis en application, car une telle réforme ne se fait pas du jour au lendemain, et son application ne peut, au contraire, se réaliser que progressivement.

Aussi, allons-nous examiner maintenant plus particulièrement les points de cette réforme qui, dès à présent, ont été mis en application.

II. — L'APPLICATION DE LA LOI DE 1928

A) *Réorganisation de la production*

A la base de la réorganisation de la production, il y a eu application des mesures envisagées dans le projet présenté autrefois par C.-H. LIN, dont nous avons parlé, et il s'en est suivi la suppression pure et simple de salines dont la production restreinte ne permettait pas l'obtention d'un prix de revient suffisamment faible.

C'est ainsi que le 2 décembre 1929 furent supprimées deux petites salines dans la province de Nio-Ling et, le 10 janvier 1930, quatre autres petites salines dans la province de Hoé-Nang. Dans la région de Che-Kiang, il existait vingt-six salines avant la réforme, alors qu'il n'en subsiste plus que seize actuellement. De même dans le district de Son-Kiang, il n'existe plus qu'une seule saline contre trois auparavant, ces trois entreprises ayant été fusionnées en février 1930 pour un meilleur et plus économique rendement de la production.

Dans la région de Kantong, sur dix-sept entreprises existant avant la loi de 1928, douze seulement subsistent, les autres ayant fait l'objet soit de suppression, soit de fusion, ceci en mai 1930.

Enfin, dans la province de Sze-Tchouan, toutes les petites exploitations de sel gemme furent supprimées en septembre 1931.

B) *Construction de magasins de stockage*

La réorganisation de la production a entraîné la construction, dans les régions productrices, de grands magasins destinés au stockage du sel.

A l'effet de couvrir les frais nécessités par la construction de ces immeubles, le gouvernement fit une émission de bons de Trésor pour un montant de 1.400.000 dollars, ces bons étant garantis par les fonds provenant de l'impôt du sel.

Le premier de ces magasins fut construit dans le district de Hoé-Pe, en 1929, et fut suivi par d'autres constructions semblables dans les districts de Chang-Lu, Chen-Tung, Dou-Chie, Che-Kiang, Son-Kiang, etc...

Tous ces magasins très modernes sont de grands immeubles conçus admirablement pour le rôle qu'ils doivent jouer.

C) *Modification de l'impôt*

La modification de l'impôt était évidemment à la base de la réforme.

Cette modification s'est opérée, en somme en trois phases bien distinctes.

Tout d'abord, il fut étudié de supprimer les différentes sortes d'impôts qui grevaient le sel au profit des budgets provinciaux, en plus de l'impôt d'Etat, et de fonder toutes ces impositions diverses en un impôt unique au seul profit de l'Etat.

Seule l'appellation variait donc, le tarif de l'impôt étant exactement le même qu'auparavant.

La deuxième phase de la modification a été caractérisée par l'abaissement progressif de l'impôt unique ainsi obtenu, dans les différentes provinces où il avait été constaté que cet impôt était par trop lourd.

C'est ainsi que dans la province de Chung-Tong, où l'impôt était autrefois de 70 dollars, il a été abaissé, par application de cette mesure, à 54 dollars par tonne.

Enfin, la troisième phase de la modification a eu pour résultat de rendre l'impôt proportionnel au prix de vente du sel, ce qui revient à dire que cet impôt est plus élevé dans les régions éloignées des centres de production que dans le voisinage de ceux-ci.

L'application de cette taxation proportionnelle a été réalisée par l'abaissement de l'impôt à un niveau équitable dans les provinces voisines des lieux de production.

Pour ce qui est du tarif exact de l'impôt actuellement perçu dans les différentes provinces, nous en parlerons dans la troisième partie de cette étude.

D) *Réorganisation de la police du sel*

Alors qu'auparavant la haute direction de la police du sel dépendait de l'organisme d'administration, il a été placé maintenant sous le contrôle de l'organisme d'inspection.

Cette réorganisation a prévu aussi la création d'une école spécialisée pour la formation des cadres supérieurs de la police du sel, et dont la fréquentation est obligatoire pour ceux-ci.

Les chefs de ce corps spécial sont nommés par le bureau central de l'organisme d'inspection.

La réorganisation de la police a envisagé également la protection de ces fonctionnaires et l'octroi à leur égard de certains avantages, tels qu'augmentation de salaires et congés périodiques.

Par contre, certains décrets publiés à l'occasion de cette réorganisation ont prévu des peines sévères envers les fonctionnaires de la police qui seraient reconnus coupables de fautes graves de service, et notamment de corruption.

E) *Régime transitoire*
pour le transport et la vente du sel

Pendant la période transitoire de quelques années nécessaire à l'application complète de la réforme, le transport du sel a été facilité et même assuré par le Gouvernement dans certaines régions très éloignées des centres de production, où les entrepreneurs de transport refusaient de se rendre en raison de la distance, et où le Gouvernement désirait voir s'étendre la vente du sel.

Pour assurer cette vente dans ces régions ou dans d'autres régions où les concessions étaient déjà supprimées, le Gouvernement installa aussi des bureaux de vente qui ont fonctionné pendant toute la période transitoire à la satisfaction générale.

On peut citer ici quelques-unes des provinces qui se sont trouvées dans ce cas, et qui sont les provinces de Shan-Si, Chin-Hai, Mongolie, Houpeh.

Dans les autres provinces, le système des licences a continué à être autorisé pendant cette période transitoire.

Le décret d'application de la réforme a prévu que la période transitoire doit se terminer à la fin de l'année 1936.

F) Vérification de la qualité du sel

La réforme a considéré également avec attention le problème de la qualité du sel livré à la consommation.

Aussi, il a été créé, dès 1929, des bureaux de vérification qui ont été mis en fonction immédiatement dans l'ensemble du pays.

Ces bureaux ont pour mission de vérifier la qualité du sel vendu tant au point de vue de sa pureté, en ce qui concerne les falsifications possibles pour en augmenter le poids par addition de matières étrangères, qu'au point de vue de sa composition chimique.

Il est spécifié, à ce sujet, que pour pouvoir être mis sur le marché, le sel doit contenir au moins 85 % de chlorure de sodium et ne pas contenir plus de 10 % d'eau.

Ces proportions sont strictement contrôlées par les bureaux de vérification.

G) Modification du système d'inspection

Depuis 1913, à la suite des dettes internationales contractées par la Chine et garanties par l'impôt du sel, certains fonctionnaires étrangers des pays créan-

ciers sont autorisés à faire partie de l'organisme d'inspection.

Jusqu'à l'application de la réforme de 1928, ces fonctionnaires avaient non seulement le droit de contrôle sur les opérations de perception de l'impôt, mais encore le droit d'intervention directe dans toutes les questions ayant trait au système de gabelle.

Par ailleurs, les sommes provenant de l'impôt du sel étaient, à ce moment-là, versées entièrement aux banques étrangères au compte des nations créancières, qui pouvaient disposer de ces sommes comme elles l'entendaient.

La réforme a profondément modifié cette pratique, et depuis son application, le droit des fonctionnaires étrangers admis dans l'organisme d'inspection est strictement limité au contrôle des opérations de perception de l'impôt, à l'exclusion de toute ingérence dans les autres questions.

D'autre part, depuis cette même époque, les sommes provenant de l'impôt sont versées à la banque nationale de Chine, et seule une somme de 10 millions de dollars est acquittée annuellement pour l'intérêt des dettes internationales.

*
* *

Les faits que nous avons analysés dans cette première partie ont montré clairement que le système de la gabelle en Chine, du début à nos jours, a été constamment instable, ce système alternant continuellement d'un principe de base à un autre.

Cette instabilité provenait sans aucun doute de l'incapacité ou du manque de volonté ou d'énergie des hommes d'Etat, qui semblaient ignorer les conditions sociales réelles et les règles les plus élémentaires des questions financières.

Ils ne se préoccupaient nullement, en effet, de la réglementation rationnelle de la production du sel, ni des conditions de bien-être de la population, mais s'inquiétaient uniquement d'augmenter sans cesse les ressources de l'Etat par l'impôt de plus en plus lourd, ceci en opposition quelquefois avec la richesse même de la nation.

Il a fallu l'arrivée au pouvoir du Gouvernement nationaliste, à la suite de la révolution de 1927, pour voir naître un projet de réglementation du système de gabelle qui donne à peu près entière satisfaction et tienne compte à la fois des intérêts du pays et du bien-être de la population.

La loi votée et promulguée par ce gouvernement, après étude minutieuse des problèmes complexes de la question, a été d'une heureuse influence sur le commerce du sel.

L'application qui en a été faite petit à petit, pour s'étendre progressivement à tout le territoire, a prouvé le bien-fondé de la réforme.

Nous ne saurions mieux faire ici qu'exprimer le souhait de voir son application totale hâtée le plus possible pour le plus grand bien tant des consommateurs que de la richesse nationale.

CHAPITRE II

LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DU SEL EN CHINE

Dans cette seconde partie de notre étude, nous nous proposons de traiter plus spécialement des conditions pratiques actuelles de la production du sel en Chine, ainsi que de la consommation du sel dans ce pays.

Il nous a paru opportun de traiter ces deux questions de façon nettement séparée.

SECTION I

Méthode et centres de production

La production du sel, en Chine, se pratique actuellement suivant des méthodes diverses, soit que le sel s'obtienne dans des salines ou qu'il provienne, comme le sel gemme par exemple, de l'exploitation de gisements souterrains.

En ce qui concerne la méthode de production par salines, on distingue encore deux procédés différents, soit que ces salines subissent l'action solaire ou l'action d'une source de chaleur artificielle pour l'évaporation de l'eau qui les alimente.

Nous allons passer en revue ci-après, au point de vue méthode, tonnage et prix de revient de la production, quelques centres producteurs les plus importants.

RÉGION DE WEI-NAN

Cette région, qui est composée de treize salines différentes, se trouve en bordure de la mer, et les salines sont alimentées par cette eau de mer qui subit l'opération de l'évaporation sous l'effet d'une chaleur artificielle.

Le sel obtenu de cette façon est d'ailleurs plus pur que celui obtenu par évaporation à l'action solaire.

Pour achever plus rapidement l'évaporation totale de l'eau, le sel encore humide est mis dans des réservoirs chauffés à cet effet.

En 1934, cette région a produit une quantité de sel égale à 107.840 tonnes, représentant environ 3 % de la production du pays.

Et cette production a accusé un prix de revient moyen de 13 dollars à la tonne.

Remarquons, cependant, que le prix de revient est toujours fonction, avec ce procédé, du prix du combustible et peut donc subir des changements parallèles aux variations de celui-ci.

RÉGION DE WEI-PEI

Dans cette région qui comprend quatre salines, l'évaporation est produite par la chaleur naturelle, mais le dépôt du sel se trouve activé par le fait que l'eau salée amenée dans les salines passe successivement dans neuf compartiments différents, situés à des niveaux de plus en plus bas, ce qui a pour effet de déposer dans chaque compartiment une certaine proportion du sel en suspension dans l'eau. Ensuite seulement intervient l'évaporation proprement dite.

Il va sans dire que cette méthode de production permet d'obtenir un prix de revient beaucoup moindre que la méthode citée précédemment.

C'est ainsi que pour l'année 1934, le prix de revient dans cette région s'est établi à environ 8 dollars à la tonne, pour une production de 802.400 tonnes, égale à 16 % à peu près de la production totale du pays.

RÉGION DE SON-KIANG

Dans cette région où les trois salines existant avant la réforme ont fait place à une seule grande exploitation, la méthode est identique à celle décrite pour la région de Wei-Nan.

D'après la même statistique de 1934, la production de cette région s'est élevée à 28.000 tonnes, représentant un peu moins de 1 % de la production nationale.

Le prix de revient, pour cette production, s'est établi à 16,60 dollars par tonne.

RÉGION DE FOU-CHIÉ

Cette région, qui comportait treize exploitations avant la réforme, n'en comprend plus que huit depuis 1930, toutes ces salines étant exploitées par le procédé d'évaporation à la chaleur solaire.

La production s'est élevée, pour 1934, à 106.200 tonnes, soit 2,2 % de la production totale, quoique la production ne soit réellement active que pendant la période allant de juillet à octobre, c'est-à-dire pendant la bonne saison.

Le prix de revient a varié suivant les salines, dont cinq ont réalisé un prix de revient de 4,60 dollars et trois un prix de 2,50 dollars à la tonne.

RÉGION DE KANTONG

Elle comprend au total douze salines, dont trois sont exploitées à la chaleur du feu, tandis que les

autres adoptent le procédé de la chaleur naturelle du soleil.

Ces douze salines ont produit, en 1934, une quantité de sel représentant 358.900 tonnes ou 10,2 % de la production nationale, pour laquelle le prix de revient s'est établi entre 2,60 dollars et 13 dollars, suivant les exploitations considérées.

On remarquera que la production de cette région est assez élevée. Aussi croyons-nous utile de signaler en passant qu'elle exporte annuellement environ 20.000 tonnes de sel dans différentes provinces éloignées.

RÉGION DE CHE-KIANG

Dans cette région où, comme nous l'avons déjà dit précédemment, une dizaine d'exploitations ont été supprimées comme conséquence de la réforme, seize salines continuent à exploiter, dont une partie utilise le procédé naturel et une partie le procédé artificiel pour l'évaporation. Cette région est donc comparable, au point de vue méthode de production, à la région de Kantong.

Le tonnage produit pour la période sur laquelle porte la statistique, s'est élevé à 436.700 tonnes, représentant un pourcentage légèrement supérieur à 10 % de la production d'ensemble du pays.

Quant au prix de revient obtenu dans cette région, il varie, suivant les saisons, le 5 dollars à 7 dollars à la tonne.

RÉGION DE SZE-TCHOUAN

Cette région qui se compose au total de vingt-six exploitations, dont quatorze dans la partie sud et douze dans la partie nord, se distingue entièrement des autres régions précédemment analysées en ce que la méthode de production est totalement différente.

En effet, partie de ces exploitations sont des mines où l'on procède à l'extraction de sel gemme, alors que les autres exploitations adoptent un procédé consistant à forer des puits très profonds d'où l'on retire de l'eau salée qui est ensuite soumise à une évaporation par le feu.

D'après la statistique déjà citée, la production de cette région s'est élevée, pour les territoires du sud, à 450.700 tonnes, soit 11,9 % de la production nationale. et pour les territoire du nord à 145.200 tonnes, équivalant à 3,5 % de cette production.

En ce qui concerne le prix de revient qui s'établit à un niveau beaucoup plus élevé avec ces méthodes de production, il s'est monté, pour les entreprises situées en territoire du sud, à 85 dollars, et pour les exploitations du nord de la région, à 50 dollars par tonne.

RÉGION DE YUIN-NAN

Il existe, au total, trente-huit exploitations dans cette région, dont douze sont des mines de sel gemme où l'on extrait les blocs de sel sans aucun autre procédé, comme cela est pratiqué dans la région de Sze-Tchouan.

Les vingt-six autres entreprises adoptent un procédé d'exploitation encore différent de ceux que nous avons déjà décrits.

Ce procédé consiste dans le forage de puits d'où l'on extrait de la terre, tout comme du minerai, cette terre étant composée d'une certaine quantité de sel que l'on ne peut séparer qu'à la suite d'une seconde opération consistant à plonger la terre dans l'eau pour qu'elle se délaie, rendant libre les parcelles de sel qui s'y trouvent mélangées.

L'opération se termine par une évaporation de l'eau, provoquée par une chaleur artificielle, tout comme dans le procédé courant d'exploitation des salines.

Le rendement de ce procédé n'est d'ailleurs pas très brillant, et on pourra en juger par la production de cette région qui n'a atteint de 61.600 tonnes, soit environ 1,8 % seulement de la production nationale.

Par ailleurs, ce procédé d'exploitation est assez onéreux, car le prix de revient à la tonne, pour les vingt-six entreprises qui l'appliquent, a été de 75 dollars, alors que ce prix n'était que de 50 dollars pour les douze entreprises produisant du sel gemme, prix déjà élevé lui-même d'ailleurs, par rapport à celui généralement obtenu par la production en salines.

RÉGION DE CHANG-LOU

Cette région, située sur la côte, comprend seize salines qui, toutes, utilisent le procédé naturel d'évaporation par l'action solaire.

Il s'agit d'une région dans laquelle la production est très abondante. On s'en rendra compte en apprenant que, toujours d'après la même statistique, la production y a atteint 600.000 tonnes, soit 13 % de la production totale du pays.

L'abondance de la production a évidemment une grosse influence sur le prix de revient, qui s'établit ici à un niveau très faible, voisin de 3 dollars à la tonne.

RÉGION DE SHANG-TONG

Remarquons de suite que cette région est celle ayant la plus grande richesse de production du pays, et se trouve située, comme la précédente, en bordure de la mer.

Elle se compose d'un nombre beaucoup plus élevé d'exploitations, soixante-neuf exactement, qui s'échelonnent sur une longueur de 2.000 li le long de la côte.

Toutes ces salines procèdent à la production selon la même méthode naturelle d'évaporation par l'action du soleil.

Cet ensemble impressionnant de salines fournit naturellement une très grosse quantité de sel. C'est ainsi que la statistique nous indique que la production de 1934 s'est élevée à 930.000 tonnes, représentant de beaucoup le plus fort de la production nationale, avec 19,1 %.

Il va sans dire que le prix de revient dans de telles conditions est toujours assez faible. Pour la production citée ci-dessus, il s'est élevée, suivant les différentes salines, de 2 dollars à 6 dollars à la tonne.

RÉGION DE MANDCHOURIE

Les trois provinces constituant cette région dont la production est également très abondante, sont occupées par l'armée japonaise depuis 1931. Aussi, les détails que nous allons donner ci-après remontent à la période antérieure à cette date, car il est impossible au Gouvernement chinois, depuis lors, d'avoir des renseignements précis sur la production du sel dans cette région.

En 1928, on comptait huit salines qui, toutes, employaient le procédé naturel d'évaporation par la chaleur solaire.

Notons, toutefois, qu'en raison du climat assez rude de la région, la production n'est guère possible que pendant l'été.

La production était, à l'époque indiquée, de 630.000 tonnes par an, soit un peu plus de 13 % de la production nationale, pour laquelle le prix de revient s'établissait à 4 dollars la tonne.

RÉGIONS DIVERSES

Dans cette section, nous avons groupé les régions dans lesquelles la production est sensiblement plus faible et absolument insuffisante pour les besoins de la consommation.

Ces régions sont situées dans les provinces de Ho-Tong, Kang-Su, Ning-Chia, Tchen-Hai, Shin-Chan et Shi-Kang, mais nous allons analyser leur production globale.

Remarquons tout d'abord qu'il s'agit dans ces régions de salines employant soit le procédé de la chaleur naturelle, soit le procédé du chauffage artificiel.

La production d'ensemble n'atteint que 187.000 tonnes, représentant 4 % à peu près de la production nationale.

Quant au prix de revient qui n'a pas été relevé exactement, on peut dire cependant qu'il atteint un chiffre beaucoup supérieur à celui des autres régions.

PRODUCTION MÉCANIQUE

Pour terminer ce chapitre, il nous a paru intéressant de signaler encore le procédé spécial employé par les grandes compagnies qui assurent l'alimentation des grandes villes commerciales, dont nous parlerons d'ailleurs encore par la suite.

Ces compagnies procèdent pour toutes les opérations nécessaires à la production du sel uniquement par machines spéciales qui assurent en même temps l'épuration du sel produit (1). Effectivement, le sel obtenu par cette méthode est beaucoup plus pur que celui produit dans les salines par le procédé ordinaire.

La production par cette méthode mécanique peut être évaluée à 130.000 tonnes par an, et le prix de revient que nous ne connaissons pas exactement, doit être cependant supérieur à celui obtenu dans les salines.

(1) Voir l'*Annuaire financier*, p. 703.

Nous croyons bien faire pour terminer cette analyse de récapituler dans le tableau ci-après (2) la production totale de ces différentes régions pour l'année 1934.

PRODUCTION DE 1934

Région de Wei-Nan	107.840 tonnes
— Wei-Pei	802.400 —
— Son-Kiang	28.000 —
— Fou-Chie	106.200 —
— Kantong	358.900 —
— Che-Kiang	436.700 —
— Sze-Tchouan	595.900 —
— Yuin-Nan	61.600 —
— Chang-Lou	600.000 —
— Shang-Tong	930.000 —
— Mandchourie	630.000 —
Régions diverses	130.000 —
Production mécanique	187.000 —
TOTAL	4.974.540 —

(2) Voir: l'*Annuaire financier*, p. 705-708.

SECTION II

Les débouchés du sel en Chine

Dans ce chapitre où nous désirons exposer les débouchés du sel en corrélation avec les besoins de la consommation, nous envisageons de traiter séparément des facilités de débouchés tout d'abord à l'intérieur du pays et ensuite à l'étranger.

Signalons cependant de suite que la question des débouchés intérieurs est de beaucoup la plus importante, car l'exportation est devenue presque inexistante, en raison de l'augmentation de la population chinoise, entraînant des besoins de plus en plus grands.

§ 1. — LES DÉBOUCHÉS INTÉRIEURS

Pour donner une idée des possibilités de débouchés intérieurs, nous relèverons tout d'abord les chiffres officiels publiés par le Bureau central administratif, concernant la consommation totale dans le pays pendant les années 1932, 1933 et 1934.

Ces chiffres sont reproduits dans le tableau ci-après, suivant la nature du sel ayant donné lieu à consommation.

CONSOMMATION INTÉRIEURE DE 1932 A 1934 (1)
(en tonnes)

	1932	1933	1934
Sel alimentaire	2.296.300	2.194.000	2.286.500
Sel industriel	184.300	107.600	402.400
Sel agricole	781.000	968.400	1.068.400
TOTAL	3.261.600	3.270.000	3.757.300

Ces chiffres apparaissent évidemment beaucoup plus faibles que ceux de la production. Ceci peut s'expliquer d'une part, par les quantités de sel stocké en prévision d'un ralentissement de la production, d'autre part par la fraude qui existe toujours sous forme de transport secret et de vente clandestine, et dont les quantités échappant au contrôle, ne sont, par conséquent, pas comprises dans les relevés établis par le Bureau central administratif.

On remarquera facilement à la lecture du tableau ci-dessus que la consommation de 1934 a été nettement supérieure à celle des années 1932 et 1933. Ceci est un signe évident de l'heureux résultat obtenu déjà à la suite de l'application partielle des méthodes de la réforme de 1928, et particulièrement du renforcement de la police du sel.

(1) Tableau extrait de l'ouvrage: *Système et politique de la gabelle en Chine*, chap. III, p. 64.

Dans le tableau (1) que l'on trouvera ci-contre, on retrouvera les mêmes chiffres de consommation, répartis cette fois par régions.

CONSOMMATION INTÉRIEURE DU SEL
EN CHINE DE 1931 A 1934 (en tonnes)
(Classement par régions)

Régions	1931	1932	1933	1934
Wei-Pei	223.900	298.400	263.500	373.900
Wei-Nan	432.000	471.800	447.000	599.800
Chie-Kiang	257.500	252.800	260.600	376.300
Son-Kiang	143.800	133.200	177.300	139.200
Fou-Chié	96.400	86.100	147.500	183.800
Kantong	394.000	276.000	284.000	293.000
Sze-Tchouan	580.000	560.000	587.000	535.000
Yuin-Nan	81.100	73.100	55.000	82.100
Chang-Lou	292.400	234.000	184.000	348.000
Shang-Tong	474.000	485.600	559.000	487.000
Mandchourie	352.000	—	—	—
Autres régions	438.000	390.600	305.100	339.200
TOTAL	3.765.400	3.261.600	3.270.000	3.757.300

(1) Tableau extrait de l'*Annuaire financier*, p. 780.

Ce tableau appelle de suite une remarque. En effet, si l'on tient compte que depuis 1932 la consommation de la Mandchourie n'est plus calculée, en raison des événements déjà signalés, on peut constater que, même sans cette région, la consommation de 1934 atteint le même chiffre qu'en 1931. Ceci provient du meilleur rendement obtenu par l'application de la réforme.

Par ailleurs, il y a lieu de noter, à la suite de ce tableau, que les régions de Kantong, Chang-Lou, Shang-Tong et Mandchourie produisent un tonnage beaucoup supérieur à celui qui y est consommé.

C'est pourquoi ce sont ces quatre régions qui assurent, en plus de l'alimentation intérieure, l'exportation du sel vers l'étranger et notamment vers le Japon.

Si nous désirons étudier la question de l'organisation des débouchés intérieurs, il nous faut traiter tout d'abord du système de vente existant dans les différentes provinces.

La réforme de 1928 n'étant pas encore appliquée dans l'ensemble du pays, comme nous l'avons déjà expliqué, le système de vente diffère encore suivant les provinces.

C'est ainsi qu'il existe tout d'abord le système de vente par l'intermédiaire des bureaux de vente installés par le gouvernement. Ces bureaux fonctionnent notamment dans l'ensemble de la Mongolie, dans 34 cantons de la province de San-Chi et dans 15 cantons de la province de Chain-Hai.

A côté de cette organisation de la vente, le système du commerce absolument libre du sel, qui est en

vigueur notamment dans une partie de la région de Fou-Chié, comprenant 18 cantons du nord de cette région, ainsi que l'ensemble des régions de Wei-Pei, Kantong, Sze-Tchouan, Chang-Lou et Shang-Tong.

La région de Mandchourie jouissait également de ce système de commerce libre avant son occupation par le Japon. Depuis cette époque, et par suite de l'impossibilité de contrôle par l'administration chinoise, nous ignorons quel est le statut en vigueur actuellement pour la vente du sel.

Enfin, en plus de ces deux modes de vente, il subsiste encore dans certaines régions, le système du monopole de vente concédé, tel que nous l'avons exposé dans la première partie, et qui n'a pas encore été abrogé parce que la réforme n'a pas été appliquée jusqu'à présent dans ces régions.

Parmi celles-ci on peut citer une partie, dans le nord, de la région de Fou-Chié, les régions de Wei-Nan, Son-Kiang, Che-Kiang, Yuin-Nan, ainsi qu'un certain nombre d'autres régions de moindre importance.

Après examen de l'organisation de la vente proprement dite, il nous paraît désirable de parler également de l'organisation du transport du sel.

Le caractère et le mode de transport se rattachent en somme au mode d'organisation de la vente.

C'est ainsi que le transport est assuré par l'Etat pour les régions énumérées plus haut, dans lesquelles la vente est assurée par les bureaux de vente installés par lui.

De même, pour les régions où le commerce du sel s'exerce librement, le transport du sel bénéficie de la même liberté.

Enfin, pour les régions où règne encore le système de vente par monopole concédé, le transport est également libre, mais à condition toutefois, pour le transporteur, de posséder l'autorisation expresse d'effectuer ce transport.

Il est donc à peine besoin de souligner que dans une région comme celle de Fou-Chié, où le nord et le sud vivent sous un régime différent, le transport est absolument libre pour une partie de cette région, alors qu'il reste soumis, pour le reste de la région, à l'autorisation dont nous venons de parler.

§ 2. — LES DÉBOUCHÉS A L'ÉTRANGER

Après avoir analysé les possibilités de débouchés intérieurs du sel de Chine, il nous faut maintenant traiter de la question des débouchés vers l'étranger.

La Chine a, de tout temps, exporté une certaine quantité de sel, qui peut se chiffrer actuellement à environ 400.000 tonnes par an, représentant une valeur approximative de 3 millions de dollars.

Le tableau qui figure ci-contre résume le montant des exportations de 1919 à 1925.

On remarquera aisément en consultant ce tableau, que la majorité des exportations se fait à destination du Japon, et d'autre part, que ces exportations diminuent régulièrement d'année en année.

EXPORTATIONS DU SEL DE CHINE (en tonnes) (1)

Destinations	1919	1920	1921	1922
—	—	—	—	—
Hong-Kong	—	36.420	40.525	17.405
U. R. S. S.	32.130	8.360	865	4.705
Japon	328.380	271.610	217.210	213.825
Corée	64.480	19.840	29.790	47.965
Quantité totale	424.990	336.230	288.390	283.900
Valeur totale en dollars..	16.521.770	9.396.400	4.948.320	4.484.000

Destinations	1923	1924	1925
—	—	—	—
Hong-Kong	—	118	6.558
U. R. S. S.	4.700	4.018	3.061
Japon	148.365	145.500	117.760
Corée	67.555	49.194	47.221
Quantité totale	220.620	198.830	174.600
Valeur totale en dollars	4.926.720	4.638.000	—

Une autre statistique nous apprend que les exportations vers le Japon sont tombées, en 1930, à 100.000 tonnes, et en 1931, à 80.000 tonnes.

Deux raisons principales sont à la base de cette diminution progressive; en premier lieu, la dévaluation de la monnaie japonaise, et en second lieu, l'occupation de la Mandchourie par le Japon.

(1) *The mineral industry of the British Empire and foreign countries « Salt »* (1927, p. 104).

En ce qui concerne l'exportation, il nous paraît utile de préciser que, seules, les quatre régions de Kantong, Chang-Lou, Shang-Tong et Mandchourie, déjà citées au paragraphe précédent, sont autorisées à exporter. Cette faculté est absolument interdite aux autres régions.

D'autre part, alors qu'auparavant les exportations étaient libres et autorisées sans restriction, un nouveau statut a été appliqué par le gouvernement en 1926, statut qui limite les exportations à un million de tonnes par an. Notons d'ailleurs que ce chiffre n'a encore jamais été atteint.

En même temps, ce nouveau statut confiait le monopole d'exportation à cinq grandes compagnies qui détiennent encore, seules à l'heure actuelle, le privilège d'effectuer les exportations de sel.

Le gouvernement se charge de la répartition proportionnelle de la totalité de ces exportations entre ces cinq compagnies.

Par ailleurs, il convient de noter qu'à la suite de la chute progressive du montant des exportations, le gouvernement a décidé de collaborer de façon étroite avec ces exportateurs pour encourager les exportations et améliorer ainsi la situation commerciale du pays tout en procurant au trésor des ressources supplémentaires. Signalons que pour bien souligner cet encouragement le gouvernement autorise parfois, dans le but évident de compenser un peu les frais de transport très élevés, des réductions d'impôt sur les exportations.

De l'analyse faite dans cette deuxième partie, on peut en déduire facilement que la Chine est un gros pays producteur de sel.

En effet, il occupe le troisième rang des nations productrices, derrière les Etats-Unis et l'Allemagne, précédant l'U.R.S.S. et la France (1), sans tenir compte, toutefois, de l'empire britannique.

Cependant, malgré la production abondante, les exportations faites par la Chine sont relativement faibles.

Quelle en est la cause?

La raison essentielle de cet état de choses provient du nombre très important et toujours croissant de la population chinoise, qui nécessite parallèlement une consommation intérieure de plus en plus forte.

(1) *The mineral industry of the British Empire and foreign countries* (Imperial Institute), 1927.

CHAPITRE III

LES MODALITÉS ACTUELLES DE L'IMPÔT DU SEL EN CHINE

Ce troisième chapitre de notre étude sera consacré aux modalités de l'impôt du sel en Chine, tant au point de vue montant de l'impôt que mode de perception de cet impôt.

A ce sujet, nous nous proposons d'analyser le rôle joué par l'impôt dans ce domaine.

Avant d'aborder plus spécialement les modalités de l'impôt du sel en Chine, nous désirons cependant souligner que l'impôt du sel, qui est un impôt indirect, est aussi un impôt injuste au plus haut degré (1).

En effet, cet impôt qui, évidemment, frappe tout le monde, n'est cependant nullement proportionné aux revenus et aux conditions sociales des individus. Bien au contraire, on peut même dire que cet impôt sur une denrée indispensable frappe proportionnellement plus fort les personnes de classe modeste que celles des classes aisées, car il est incontestable que pour une

(1) Cette appréciation a, d'ailleurs, déjà été faite par M. P. LEROY-BEAULIEU dans son *Traité de la Science des Finances*, où il qualifie l'impôt du sel de taxe inégale, frappant plus la classe peu aisée que la classe riche. (Voir p. 824.)

nourriture de prix modique la consommation de sel est aussi forte que pour les aliments raffinés. Par conséquent, proportionnellement au prix de ces aliments, l'impôt est beaucoup plus lourd dans le premier cas.

Tout ceci, qui était ignoré, alors que la science économique et financière n'existait pas encore, a été bien compris, par la suite, puisque la majorité des pays a abaissé progressivement, dans des proportions considérables, cet impôt injuste entre tous.

SECTION I

Analyse des impôts

Nous avons déjà vu que le système de gabelle en Chine comprend un grand nombre d'impôts divers.

Nous allons tout d'abord parler de ces différents impôts.

Pour la clarté de l'exposé nous analyserons successivement les impôts fixes et les impôts supplémentaires.

1° IMPOTS FIXES

Il faut considérer pour ces impôts fixes, s'il s'agit d'une province où est appliquée déjà la réforme et où existe, par conséquent, le régime du commerce libre, ou, au contraire, s'il s'agit d'une province dans laquelle subsiste encore le système du monopole concédé.

Dans le premier cas, un seul impôt fixe frappe le sel à la production; dans le deuxième cas, par contre, outre l'impôt fixe à la production, le sel est encore passible d'un second impôt fixe à son arrivée à destination dans le lieu de vente, ce dernier impôt pouvant être assimilé à une taxe d'octroi.

2° IMPÔTS SUPPLÉMENTAIRES

On peut distinguer pour les impôts supplémentaires, entre les impôts locaux et les impôts gouvernementaux.

Les impôts locaux sont prévus pour alimenter le budget ordinaire des provinces, alors que les impôts gouvernementaux sont destinés à constituer les réserves nécessaires au paiement par l'état de l'intérêt des dettes internationales.

Remarquons cependant que les impôts fixes et les impôts supplémentaires sont, pratiquement, réunis en un seul impôt unique perçu par le Gouvernement qui, sur cette somme, prélève le montant qualifié « impôts supplémentaires locaux » pour le budget des provinces et que c'est le Gouvernement qui se charge de la répartition de ces sommes aux provinces.

SECTION II

Les tarifs actuels de l'impôt

Avant l'application de la réforme, il existait en Chine une foule d'impôts sur le sel. La caractéristique de ces impôts nombreux consistait surtout dans les appellations diverses qu'on leur donnait. Comme il s'agissait d'impôts locaux laissés à l'appréciation des pouvoirs locaux, ces impôts étaient tantôt faibles, tantôt très élevés. Des écarts sensibles se rencontraient quelquefois dans une même province ou région, suivant que l'impôt était payable dans tel ou tel canton.

C'est ainsi, par exemple, que dans la région de Shang-Tong, il existait une disproportion énorme pour un même impôt selon qu'il s'appliquait à l'un ou à l'autre canton; cet impôt variait, en effet, de 4 dollars à la tonne dans un endroit à 25 dollars dans un autre lieu.

De même dans la région de Che-Kiang, où un même impôt se montait à 4 dollars par tonne dans une certaine partie de cette province, cependant qu'il était de 35 dollars dans une autre partie.

De telles différences injustifiées étaient constatées dans bon nombre d'autres provinces ou régions.

Pour l'ensemble du pays on pouvait d'ailleurs compter, à ce moment, plus de 200 tarifs d'impôts différents.

Il va sans dire que cet état de choses était sujet à des contrebandes très actives entre provinces limitrophes à régime différent, malgré la police spéciale destinée à empêcher ces manœuvres.

Aussi, pour mettre un terme à cette situation, le gouvernement nationaliste, en instituant la réforme de 1928, après étude très approfondie de la question, décida d'unifier le tarif des impôts en procédant à leur réduction ou à leur élévation, selon qu'ils étaient ou trop élevés ou trop bas. Il introduisit alors les tarifs différentiels en se basant principalement sur la distance séparant la province ou la région soumise à l'impôt, du lieu de production qui la desservait.

Remarquons aussi qu'auparavant il n'existait pour l'impôt aucune distinction entre le sel alimentaire, le sel agricole ou le sel industriel. Le sel, quelque soit sa destination, était soumis aux mêmes impôts.

La réforme de 1928 a apporté également une profonde modification dans ce domaine. En effet, le sel à usage agricole a été soumis à une taxe uniforme de 3 dollars à la tonne, tandis que le sel destiné à l'industrie était exempt de tout impôt quel qu'il soit.

Toutefois, en raison de ce régime tout à fait bienveillant constituant, en somme, une mesure d'encouragement, il est prévu que le transport de ce sel ne peut avoir lieu que sur autorisation spéciale.

Pour donner un aperçu des différents tarifs actuellement appliqués en Chine, nous reproduisons ci-dessous un tableau (1) donnant, par région, les différents tarifs d'impôts frappant le sel ainsi que le total de ces impôts.

(1) Tableau extrait de la revue *Eastern Miscellany*, p. 48.

TARIF DE L'IMPÔT PAR RÉGIONS (par tonne)

REGIONS	Impôt fixe	Impôt supplémentaire gouvernemen- tal	Impôt supplémen- taire local	Total
Wei-Peimax. :	37,00	20,00	4,00	61,00
min. :	32,00	10,00	4,00	46,00
Wei-Nanmax. :	32,50	32,50	6,00	71,00
min. :	11,50	10,00	4,50	26,00
Che-Kiangmax. :	32,00	35,00	4,00	71,00
min. :	7,00	—	1,00	8,00
Son-Kiangmax. :	32,00	36,00	4,00	72,00
min. :	10,00	—	1,00	11,00
Fou-Chiémax. :	20,00	40,00	4,00	64,00
min. :	20,00	—	4,00	24,00
Kantongmax. :	22,00	—	4,50	26,50
min. :	12,00	—	3,00	15,00
Sze-Tchouanmax. :	25,00	—	3,00	28,00
min. :	10,00	—	3,00	13,00
Yuin-Nanmax. :	40,00	—	33,70	73,70
min. :	1,00	—	20,00	21,00
Chang-Loumax. :	37,00	—	44,30	81,30
min. :	—	—	10,33	10,33
Shang-Tongmax. :	25,00	25,00	4,00	54,00
min. :	12,00	10,00	4,00	26,00
Régions diverses .max. :	45,00	49,50	9,50	140,00
min. :	45,00	21,00	4,00	70,00

On remarque qu'il est prévu chaque fois un impôt minimum et un impôt maximum. L'impôt minimum

est celui applicable aux environs immédiats des lieux de production et l'impôt maximum celui en vigueur au delà d'un certain rayon autour de ces lieux de production.

Ce tableau appelle cependant diverses observations.

On notera, en effet, que le tarif de ces impôts accuse de gros écarts selon les régions (1).

De plus, dans certaines d'entre elles l'impôt supplémentaire au profit de l'état a été complètement supprimé.

Mais ce qu'il faut surtout noter, c'est le taux très élevé des régions de Yuin-Nan et de Chang-Lou. On verra que ce taux excessif provient de l'impôt supplémentaire au bénéfice du gouvernement provincial, qui est beaucoup plus élevé que dans les autres régions.

Cet état de choses provient tout d'abord du fait que ces régions produisant une quantité nettement insuffisante pour la consommation sont très éloignées des plus proches lieux de production et ensuite de l'occupation de ces régions par la force armée, ne laissant pas au pouvoir gouvernemental l'initiative nécessaire pour le contrôle de l'impôt.

On constatera aussi que dans les régions diverses l'impôt est également très élevé. Il s'agit ici de la même raison que celle indiquée ci-dessus, à savoir que ces régions sont généralement fort distantes des centres de production qui les alimentent.

(1) Il en était de même dans les différentes zones créées en France au début de la gabelle, tel que l'indique M. P. LEROY-BEAULIEU dans son *Traité de la Science des Finances*, p. 826.

SECTION III

Le rendement actuel de l'impôt

L'impôt du sel constitue en Chine l'une des principales sources de revenus de l'Etat. En effet, cet impôt entre pour une très grosse part dans le budget national puisque ses recettes occupent le deuxième rang, immédiatement après les recettes provenant des taxes douanières, et avant les revenus de l'impôt foncier.

On se rendra compte de l'importance de ces recettes en consultant le tableau ci-après qui donne les sommes provenant de l'impôt du sel encaissées par l'Etat de 1930 à 1933, en comparaison des recettes douanières et de l'impôt foncier (1).

	1930 —	1931 —	1932 —	1933 —
Taxes douanières.	190.287.000	276.361.000	343.408.000	316.131.000
Impôt du sel. . . .	163.247.000	184.615.200	176.260.000	183.793.600
Impôt foncier. . . .	45.615.000	60.887.000	77.407.000	90.619.000

On remarquera à la lecture de ce tableau qu'à une exception près, en 1932, année où la consommation avait quelque peu baissé, les recettes ont régulièrement augmenté chaque année. Cette augmentation constante provient évidemment de l'accroissement

(1) *Chinese financial year book*, published by the Minister of Finance.

continuel de la consommation et, aussi, d'une légère majoration de l'impôt tous les ans.

En comparaison des recettes provenant de l'impôt du sel, il nous paraît intéressant de donner maintenant un aperçu des dépenses entraînées par l'ensemble de l'organisation du système de la gabelle.

Ces dépenses, pour l'année 1933, figurent par catégorie dans le tableau suivant (1):

Organisme d'inspection	8.414.000
Organisme d'administration	3.279.000
Police du sel normale	9.033.000
Police du sel spéciale	5.062.000
Bâtiments de stockage	4.027.000
Dépenses diverses	1.160.000
<i>Dépenses totales</i>	30.975.000

Notre attention sera retenue dans ce tableau par le chiffre élevé des dépenses nécessitées pour le corps de la police du sel. Ces dépenses s'élevant à 14 millions de dollars constituent, en effet, près de 50 % du montant total du budget des dépenses.

Cette somme élevée provient du fait que le corps de police est excessivement nombreux en raison du grand nombre de régions à surveiller, dans lesquelles il existe encore le système du monopole concédé et soumises, par conséquent, à l'interdiction du transport et de la vente du sel en dehors de leur territoires.

(1) Tableau extrait de la revue *Eastern Miscellany*, p. 52.

Si nous comparons maintenant le montant total des dépenses au montant des recettes, nous constaterons que pour l'année 1933 considérée, où les recettes ont atteint 184 millions de dollars, la proportion de ces dépenses est de l'ordre de 6 %.

SECTION IV

Les modalités de perception de l'impôt

En ce qui concerne les modalités de perception de l'impôt, il y a lieu de distinguer s'il s'agit de sel grossier, c'est-à-dire de sel obtenu par l'un des procédés courants de production, ou s'il s'agit de sel fin, autrement dit de sel produit mécaniquement comme nous l'avons expliqué à la section I du chapitre II.

Le mode de perception est, en effet, différent suivant le cas. Par ailleurs, ce mode de perception est encore différent selon que l'impôt est appliqué dans une région où le commerce est libre ou dans une région où existe encore le régime du monopole concédé.

Nous analyserons successivement les deux hypothèses.

A) PERCEPTION DANS LES RÉGIONS OU LE COMMERCE S'EXERCE LIBREMENT

Envisageons tout d'abord le cas de perception de l'impôt sur du sel grossier.

Avant toute chose, la personne désirant se procurer du sel auprès d'un producteur doit établir une demande dans laquelle elle indique les renseignements nécessaires, notamment le nom du transporteur, la quantité de sel à acheter et à transporter, ainsi que le lieu de destination de ce sel.

En possession de cette demande, le bureau central d'administration rédige trois formules spéciales repro-

duisant tous ces renseignements. Il conserve l'une de ces trois formules pour ses archives, tandis qu'il envoie le second exemplaire au bureau local dont dépend l'établissement producteur qui doit faire la livraison du sel; le troisième exemplaire, enfin, est retourné au demandeur.

Celui-ci, muni de cette formule, se rend à la banque qui lui est assignée où il acquitte le montant de l'impôt. Son versement est constaté sur la formule et il peut se rendre alors au bureau d'administration pour constatation du paiement.

Ici, on s'assure que l'impôt a bien été acquitté, tout en procédant à la vérification de la formule présentée avec l'exemplaire reçu du bureau central.

La formule, munie du visa du bureau local, est ensuite remise à l'intéressé qui peut alors se présenter à l'établissement producteur pour prendre livraison de sa cargaison de sel.

Passons maintenant à la perception de l'impôt sur le sel fin.

Ce sel fin est produit, comme nous l'avons vu, par des compagnies spécialisées, et provient, en somme, du raffinage de sel grossier.

Aussi les modalités de perception de l'impôt sont-elles différentes dans ce cas.

Lorsque la compagnie désire se procurer le sel grossier destiné au raffinage, elle en fait la demande comme il a été dit déjà précédemment. Toutefois le premier exemplaire de la formule délivrée à la suite de cette demande lui sert pour prendre livraison du sel grossier, sans aucun paiement d'impôt à ce mo-

ment. Le sel est transporté à l'usine de raffinage sous le contrôle du bureau local à qui est alors remis le deuxième exemplaire et qui s'assure ensuite de la quantité de sel fin obtenue après traitement.

Ce n'est que lorsque le sel fin sort de l'usine, soit pour être stocké, soit pour être directement mis en vente, que l'impôt est exigible.

Le troisième exemplaire de la formule sert alors pour l'acquittement de l'impôt, comme dans le premier cas, c'est-à-dire que la compagnie se rend à la banque pour acquitter l'impôt. Ce paiement est constaté sur la formule et la compagnie peut alors présenter au bureau local ce reçu qui est vérifié avec l'exemplaire remis à ce bureau au moment de l'entrée du sel grossier à l'usine.

Le visa est donné ensuite par le bureau local si la quantité de sel fin correspond à la quantité de sel grossier entrée à l'usine, compte tenu des déchets de transformation.

B) PERCEPTION

DANS LES RÉGIONS SOUMISES ENCORE AU RÉGIME DU MONOPOLE CONCÉDÉ

Dans ces régions, les modalités de perception de l'impôt sont absolument semblables à celles appliquées dans les régions de commerce libre, avec cette différence capitale cependant qu'en plus de l'impôt à la production dont nous avons parlé, il est perçu un second impôt dans la région de destination, second impôt donnant lieu aux mêmes formalités que le premier.

Pour rendre cet exposé plus compréhensible, supposons un commerçant titulaire de la licence de monopole qui désire acheter du sel pour le vendre dans la région de son monopole. Il devra opérer exactement comme nous l'avons dit ci-devant sous A); le premier impôt sera alors payé. Lorsque le chargement de sel arrivera dans la région destinataire, il devra obligatoirement être stocké dans un bâtiment spécialement destiné à cet effet.

Dès ce moment le sel est soumis au second impôt qui devra préalablement être acquitté pour pouvoir sortir le sel de ce magasin de stockage.

Ce sera donc le même cycle de formalités qui recommencera et ce n'est que sur présentation d'un exemplaire de la formule spéciale, portant le reçu de la banque et le visa du bureau local, que le commerçant pourra reprendre possession du sel stocké.

Notons ici que, pour ce second impôt, un exemplaire de la formule est destiné au bureau central, auquel il permettra de centraliser tous les impôts payés pour la même région et de créditer périodiquement l'autorité locale de cette région des sommes perçues destinées à son budget.

*
* * *

A l'examen de ce chapitre, il apparaît évidemment que le mode de perception de l'impôt du sel en Chine est encore passablement compliqué, malgré l'introduction de la réforme, et qu'il n'a pas été aussi simplifié qu'il serait souhaitable,

Cela provient, sans aucun doute, du fait que la période transitoire pour la mise en application de la réforme a laissé subsister l'ancien régime dans de nombreuses régions.

Disons ici, en passant, que ceci entraîne de plus des dépenses administratives qu'il serait indiqué de réduire.

Etant donné que la période transitoire viendra à expiration à la fin de cette année, il y a tout lieu d'espérer que l'unification des modalités de perception de l'impôt pourra entraîner à brève échéance une simplification heureuse ainsi qu'une réduction de certains tarifs trop élevés.

C'est du moins ce que, pour notre part, nous espérons très vivement.

CHAPITRE IV

LES RELATIONS DE L'IMPOT DU SEL EN CHINE AVEC LES DETTES DE L'ÉTAT

Dans ce deuxième chapitre, nous nous proposons de mettre en relief les relations existant entre l'impôt du sel et les dettes de l'état chinois.

Il y a lieu de distinguer toutefois entre les dettes intérieures et les dettes extérieures.

C'est par ces dernières que nous commencerons notre exposé, en raison de l'importance toute spéciale qu'elles occupent.

SECTION I

Dettes internationales

Pour bien faire comprendre ce que nous allons analyser, il nous faut remonter quelque peu dans l'histoire, jusqu'en 1842, alors que la Chine se trouvait encore sous la dynastie Chin.

C'est à cette époque qu'eurent lieu entre la Chine et la Grande-Bretagne de sérieuses difficultés de rapports ayant trait à l'importation illicite d'opium en Chine par les anglais (1). En effet, cette drogue était prohibée en Chine et c'est par contrebande que la Grande-Bretagne la faisait pénétrer.

Les relations entre les deux pays devinrent très tendues à la suite de ces événements, tant et si bien que la guerre fut déclarée entre eux.

Cette guerre se termina à l'avantage de la Grande-Bretagne et la Chine dut lui payer une assez forte indemnité.

Ceci fut le début d'une situation financière de plus en plus mauvaise en Chine, aggravée encore par les résultats de la politique commerciale de la porte ouverte qui faisait fuir vers l'étranger l'or et l'argent du pays.

Survint alors, en 1895, la guerre sino-japonaise qui vit également la défaite de la Chine (2). A la suite de

(1) Voir : *Historique de la douane en Chine*, p. 8.

(2) Voir : *Système et politique de la gabelle en Chine*, p. 74.

cette défaite, la Chine fut contrainte de verser au Japon une indemnité de 3 milliards qui, après de longues négociations, fut cependant ramenée à 2 milliards, somme encore considérable et dont la Chine ne pouvait se libérer par ses propres moyens.

C'est à la suite de cette dette et pour être en mesure de l'acquitter que la Chine contracta différents emprunts auprès de pays étrangers.

Le premier de ceux-ci fut un emprunt de 4 milliards de francs-or consenti par la France et la Russie pour une durée de 20 ans, avec intérêt de 6 %.

Cet emprunt, comme ceux faits par la suite, devaient évidemment être garantis par la Chine aux pays étrangers créanciers. Jusqu'alors, les emprunts extérieurs jouissaient de la garantie des sommes provenant des recettes douanières. Mais devant ce nouvel emprunt de 4 milliards, la garantie des recettes douanières n'était plus suffisante et c'est ainsi que l'on envisagea de proposer comme fonds de garantie les ressources de l'impôt du sel, constituant comme nous l'avons vu, la source la plus importante des revenus de l'état après les taxes douanières.

Cette proposition fut acceptée et il fut stipulé que la garantie ainsi offerte serait constituée par les recettes provenant de l'impôt du sel perçu dans les deux régions de Wei-Pei et Wei-Nan.

L'emprunt en question a été complètement remboursé en 1915.

Toutefois, les ressources de cet emprunt ne furent pas suffisantes pour remédier à la crise financière du pays. Aussi, trois ans plus tard, en 1898, la Chine

contracta un nouvel emprunt de 16 millions de livres sterling auprès de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, au taux de 4,50 %, remboursable en 45 ans.

Cette dette fut garantie à la fois par les recettes douanières et par l'impôt du sel. Pour la garantie de l'impôt du sel, il fut convenu qu'elle serait fournie par les recettes d'un impôt supplémentaire sur le sel dans les deux régions déjà citées ci-dessus.

Le montant de cet emprunt n'est pas encore remboursé actuellement.

Trois ans plus tard, en 1901, à la suite du décès d'un certain nombre d'étrangers en Chine, provoqué par les soldats chinois, la Chine se trouva à nouveau en guerre avec les huit pays suivants : Russie, Japon, Angleterre, Allemagne, Etats-Unis, France, Italie et Belgique.

Cette guerre fut de courte durée et se termina par une nouvelle défaite de la Chine qui fut encore une fois forcée au paiement d'une indemnité globale de 4.603.000.000 dollars qui fut cependant réduite à la somme de 4.500.000.000 dollars, payable en 39 annuités.

La nouvelle dette ainsi à la charge de la Chine fut également garantie partie par les recettes douanières et partie par les recettes de l'impôt du sel.

Une nouvelle stipulation fut cependant arrêtée. En effet, le paiement des annuités n'était plus laissé au soin du gouvernement chinois, mais le pourcentage de garantie fixé sur les recettes douanières et sur l'impôt du sel devait être versé directement dans les banques étrangères au compte des puissances créancières.

Par ailleurs, la garantie de l'impôt du sel ne s'étendait plus seulement à certaines régions du pays, mais à son ensemble.

Quelques années plus tard, en 1908, la Chine eut à nouveau recours à l'emprunt, cette fois pour l'amélioration de son réseau ferré et pour le développement de son industrie.

C'est ainsi qu'elle contracta auprès de la France un emprunt de 12.500.000 francs destiné au financement de la construction de la voie ferrée de Péking à Hankow, et auprès de la Grande-Bretagne un autre emprunt de 4.500.000 livres sterling devant servir au développement industriel du pays.

Ces deux emprunts furent souscrits pour une durée de trente ans, avec un intérêt de 4 1/2 %.

Comme les dettes précédentes, ces emprunts furent garantis par l'impôt du sel. Les conditions de ces emprunts stipulaient notamment qu'une somme de 3 millions de dollars devait être prélevée annuellement sur cet impôt pour le remboursement.

Pour constituer cette annuité de 3 millions il fut créé un impôt supplémentaire frappant le sel dans les quatre régions ci-après : Che-Kiang, Wei-Nan, Sze-Tchouan et Shang-Tong.

Pour poursuivre ensuite l'effort en vue d'améliorer le réseau ferré, la Chine essaya d'avoir recours aux capitaux nationaux, mais les sommes recueillies furent insuffisantes.

Aussi elle se décida, en 1911, à contracter un nouvel emprunt qu'elle demanda tout d'abord aux Etats-Unis. Toutefois son intention rencontra de vives

résistances de la part de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France, qui ne désiraient pas voir les Etats-Unis faire seuls l'avance de la créance.

Des négociations engagées entre ces quatre puissances aboutirent finalement à une entente par laquelle ces quatre pays décidaient d'accorder ensemble, chacun d'eux y participant pour sa quote-part, un emprunt de 1.600.000 livres sterling, pour une durée de 40 ans, moyennant un intérêt de 2 1/2 %.

Les conditions de cet emprunt prévoyaient le paiement, pendant les dix premières années, des intérêts à l'exclusion de tout amortissement de la dette, et pendant les trente dernières années, de deux versements annuels, l'un représentant les intérêts et l'autre un remboursement de capital.

A l'occasion de cet emprunt, il fut créé entre les organismes financiers des quatre pays créanciers une union bancaire.

Comme pour les dettes précédentes, celle-ci fut garantie par l'impôt du sel.

Cette garantie reposait sur les provinces de Hou-Nan et Hou-Pei et sur les régions de Sze-Tchouan et Wei-Nan, dans lesquelles il fut institué, en conséquence, un impôt supplémentaire.

Nous allons en arriver maintenant à la dette contractée par la Chine envers l'étranger dans les plus mauvaises conditions.

Il s'agit d'un emprunt destiné, suivant les gouvernants de cette époque, à l'amélioration du développement industriel et, à la fois, à la stabilisation de la monnaie nationale.

Nous croyons utile ici, en ouvrant une parenthèse, d'indiquer clairement en quoi cette dette était contraire aux intérêts de la Chine.

Si, jusqu'alors, les emprunts répétés du pays avaient aliéné quelque peu sa liberté économique, le nouvel emprunt de 1913 lui fit perdre sa souveraineté quant à l'administration du système de la gabelle, et le contraignit à créer le service d'inspection qui n'existait pas auparavant.

En effet, cet emprunt entraîna la faculté pour les pays créanciers de déléguer en Chine des fonctionnaires chargés du contrôle de la perception de l'impôt du sel et ayant droit de s'immiscer dans les questions administratives régissant la gabelle.

Il s'en suivit que toute modification dans l'administration de ce service devait être soumise à l'accord des délégués étrangers, ce qui créait des difficultés sans nombre.

Par ailleurs, les modalités de l'emprunt étaient sévères; c'est ainsi que les recettes provenant de l'impôt du sel devaient être intégralement disposées dans l'établissement bancaire spécialement créé et que le gouvernement chinois ne pouvait en retirer la moindre somme sans l'autorisation des mêmes délégués étrangers.

Cet emprunt néfaste fut contracté envers un groupe de cinq nations comprenant la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Russie et le Japon, qui s'étaient mises d'accord pour réorganiser l'union bancaire dont nous avons parlé ci-dessus. Les Etats-Unis

qui devaient participer à ce bloc se retirèrent après des pourparlers laborieux.

Les différentes nations créancières consentirent ce prêt dans leur monnaie nationale; le total de la dette contractée ainsi par la Chine s'élevait à la somme de 25 millions de livres sterling. L'intérêt prévu était de 5 % et l'échéance de 49 ans.

La garantie fournie par l'impôt du sel englobait évidemment l'ensemble de cet impôt sur tout le territoire chinois.

De plus, cette dette était encore garantie par les fonds des taxes douanières.

Enfin, nous signalerons encore un autre emprunt de 2.500.000 dollars chinois contracté envers le Japon en 1916, stipulé remboursable en dix annuités de 250.000 dollars chacune.

Comme les autres, cette dette a aussi été garantie par l'impôt du sel, et a donné naissance à des impôts supplémentaires appliqués dans les régions de Shang-Tong et Chang-Lou.

SECTION II

Dettes intérieures

Après avoir analysé les relations entre l'impôt du sel et des dettes internationales, nous allons voir maintenant les relations entre cet impôt et les dettes intérieures de l'état.

Nous remonterons ici encore dans l'histoire jusqu'à la première révolution chinoise ayant suivi immédiatement la chute de la dynastie Chin.

Pendant une période de dix années après cette révolution, le gouvernement fit de nombreuses émissions de fonds d'état, atteignant un montant total de 3 milliards de dollars.

Ces titres faisaient alors déjà l'objet d'une garantie par les impôts, mais cette garantie était illusoire, car il se produisait souvent que les intérêts ou les remboursements de capital n'étaient pas payés aux dates prévues.

Ces manquements eurent pour effet de faire baisser les titres d'état dans des proportions considérables.

Devant cet état de choses, les principaux banquiers du pays étudièrent en commun les mesures propres à y porter remède et soumirent au gouvernement un projet de réforme destinées à l'amélioration de la situation financière et à la revalorisation des fonds d'état.

L'une des principales mesures envisagées pour arriver à ce résultat consistait à rendre absolument

effective la garantie accordée aux porteurs des titres émis par l'Etat.

Il fut donc décidé, en ce qui concernait l'impôt du sel, de prélever chaque année une somme de 14 millions de dollars sur cet impôt, et de consigner cette somme à la banque nationale pour servir de fonds de garantie.

Ce fonds de garantie devait servir annuellement au paiement des intérêts et capitaux échus, et toutes les opérations qui lui étaient relatives étaient contrôlées par un organisme spécialement créé à cet effet, sous la dénomination d' » Institut d'amortissement de la dette nationale consolidée ».

Cet institut se composait de deux services distincts, le premier chargé du remboursement des capitaux et le second du paiement des intérêts des dettes publiques intérieures.

Cet exposé étant fait, nous allons analyser maintenant les différentes dettes intérieures jouissant de la garantie de l'impôt du sel.

Tout d'abord, en 1921, le gouvernement qui envisageait la construction d'un hôtel des monnaies à Changhaï, procéda, d'accord avec l'union des banquiers chinois, qui en assurèrent la souscription intégrale, à l'émission de bons du trésor pour un montant de 2.500.000 dollars, destinés à l'achat du terrain nécessaire, à la construction de l'immeuble et à l'aménagement intérieur.

Cette émission était garantie par l'impôt du sel de l'ensemble du pays, et comportait comme condition essentielle de cette garantie, le prélèvement mensuel

d'une somme de 70.000 dollars sur cet impôt pour faire face au paiement de l'intérêt, fixé à 7 %, et à l'amortissement de la dette.

Dans le but de procéder à l'ajustement de tous les différents emprunts émis depuis la révolution jusqu'à 1922, se montant à un milliard de dollars, et sous l'action d'un comité de défense des porteurs de ces titres, le gouvernement se décida à lancer un emprunt de consolidation pour unifier les dettes antérieures.

Les anciens porteurs de titres dont la garantie n'était qu'illusoire exigeaient en somme que leurs créances fussent effectivement garanties.

Le comité de défense fondé par eux, en accord avec l'union des banquiers, obtint ainsi du gouvernement la substitution à ces anciens titres, dont la garantie n'existait pratiquement pas, de coupures du nouvel emprunt dont toutes les opérations étaient placées sous le contrôle par l'institut d'amortissement de cette nationale consolidée, dont nous avons parlé.

Cette fois la garantie par l'impôt du sel devenait vraiment effective.

L'intérêt de cet emprunt de consolidation de un milliard était très élevé puisqu'il se montait à 15 %.

Quant au fonds de garantie, les modalités de l'emprunt prévoyaient qu'il serait perçu chaque mois une somme de 700.000 dollars sur l'impôt du sel pour pouvoir assurer le paiement des intérêts échus.

Les titres de ce nouvel emprunt qui se traitaient en bourse bénéficièrent largement de la garantie réelle dont ils jouissaient, et atteignirent des cours très élevés.

Deux ans plus tard, en 1924, la situation financière de la Chine se trouva compromise par des déficits dans le budget, en raison de dépenses excessives parmi lesquelles les intérêts considérables des dettes jouaient un rôle important. Aussi le gouvernement se vit-il à nouveau contraint d'avoir recours à l'emprunt pour redresser cette situation.

Il fit une nouvelle émission de bons du trésor jusqu'à concurrence d'une somme de 96 millions de dollars au cours de 8 %. Ces titres furent souscrits en partie par les banques et en partie par le public.

Comme les dettes précédentes, celle-ci devait être garantie par l'impôt du sel.

Toutefois, la totalité des impôts fixes étant déjà absorbée pour la garantie des dettes antérieures, le gouvernement eut donc recours, afin de pouvoir garantir la nouvelle émission, à des impôts supplémentaires applicables dans les régions de Che-Kiang, Son-Kiang et Fou-Chié.

Signalons qu'aucune somme fixe n'était prévue pour alimenter le fonds de garantie; ceci dépendait de la consommation de sel dans les trois régions intéressées.

Enfin, l'année suivante, en 1925, à la suite de mauvaises récoltes dues à la sécheresse, la famine sévit dans plusieurs provinces de Chine. Les habitants de ces provinces furent soumis à de grandes privations et se trouvèrent dans un profond dénuement.

Le gouvernement désirant venir en aide à ces populations, et ne disposant pas des ressources nécessaires pour ce faire, lança une nouvelle émission de bons du

trésor à court terme pour un montant de un million de dollars.

Cet emprunt qui était conclu sans intérêt et pour un an seulement, était également garanti par l'impôt du sel, par la création d'impôts supplémentaires dans les régions de Shang-Tong et Chang-Lou.

*
* * *

De l'analyse faite dans ce chapitre, on peut tirer une conclusion évidente, à savoir que les dettes de l'Etat chinois sont excessivement lourdes, entraînant une charge budgétaire vraiment énorme.

Toutes ces dettes étant garanties par l'impôt du sel, nous avons vu que le gouvernement, n'étant plus à même d'offrir cette garantie avec les seules ressources normales de l'impôt fixe, avait dû avoir recours à de nombreux impôts supplémentaires parfois répétés. Ces dettes réitérées ont donc eu pour conséquence première l'augmentation de l'impôt du sel et nous avons vu, aussi, jusqu'à quels taux prohibitifs on est arrivé par cette méthode.

Par ailleurs, l'inflation ainsi pratiquée par le gouvernement a eu pour résultat une hausse générale des prix des marchandises, occasion mise à profit par les spéculateurs à la recherche d'opérations lucratives.

Enfin, une autre conséquence très fâcheuse de cette politique d'emprunt résidait dans l'abandon par la Chine de sa souveraineté en matière de gabelle et de la politique financière qui en découlait, tel que nous l'avons exposé.

Le gouvernement nationaliste qui a pris le pouvoir après la seconde révolution de 1927 a heureusement mis un terme à cette politique d'abandon en faisant adopter la réforme du système, que nous avons analysée, et dans laquelle entre autres le privilège accordant aux délégués étrangers le droit d'immixtion dans les questions administratives, a été aboli.

En corrélation avec cette réforme, le nouveau ministre des finances a estimé qu'il ne pouvait plus être recouru à de nouveaux emprunts, étant donné que la garantie normale de toute dette, c'est-à-dire l'impôt du sel était déjà gagé jusqu'à son maximum.

Aussi, depuis lors, aucune nouvelle dette n'a été contractée par le gouvernement chinois et les conditions financières se sont stabilisées rendant absolument inutile toute nouvelle aggravation de l'impôt du sel.

CHAPITRE V

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA GABELLE EN CHINE

Après avoir passé en revue successivement l'évolution du système de la gabelle en Chine, la production et la consommation du sel dans ce pays, ainsi que les modalités de l'impôt du sel et ses relations avec les dettes de l'Etat, nous allons nous occuper dans cette dernière partie de l'organisation du système de la gabelle en Chine.

Nous définirons d'abord les différents systèmes d'organisation de la gabelle.

On relève en Chine trois organisations différentes ayant régi les systèmes de gabelle qui ont été, tour à tour, en vigueur dans ce pays (1).

L'organisation indépendante est ainsi appelée du fait que l'administration entière du service de la gabelle était confiée à un fonctionnaire qui jouissait de la liberté complète pour diriger ce service et régler tous les détails de son organisation administrative. Ce fonctionnaire ne devait de comptes qu'au chef de

(1) Voir : *Système et politique de la gabelle en Chine*, chap. III, p. 64.

l'Etat. En d'autres termes, aucun des ministres des différents départements ministériels n'avait qualité pour s'immiscer dans cette organisation.

L'organisation indépendante ainsi conçue a été appliquée avec des systèmes de gabelle ayant prévu le monopole absolu de l'Etat.

L'organisation contrôlée se différenciait de l'organisation indépendante en ce sens qu'elle s'exerçait d'une façon assez libre peut-être, mais était soumise toutefois à un contrôle. Ce contrôle appartenait à un service spécial du ministère des finances, dont les membres étaient nommés par le ministre des finances lui-même.

Comme dans le premier cas, le service de la gabelle était dirigé par un fonctionnaire qui assurait l'administration de la même façon, mais avec cette fois, l'approbation nécessaire et indispensable du service de contrôle, pour toutes les décisions à prendre.

Nous traiterons de l'application de ce mode d'organisation dans la suite.

L'organisation assimilée tire son nom du fait qu'il ne s'agit plus, cette fois, d'un service autonome dirigé par un fonctionnaire, même soumis à la surveillance d'un office quelconque de contrôle, mais d'un service assimilé à un département ministériel dont la direction est assurée par le ministre des finances qui cumule ainsi les deux fonctions. Le service de la gabelle, suivant cette organisation, est donc placé sur le même plan qu'un ministère et qualité, au même titre, pour communiquer directement avec le pouvoir central.

SECTION I

Les anciens modes d'organisation du système de la gabelle

SOUS-SECTION I. — ORGANISATION INDÉPENDANTE

Ainsi que nous l'avons vu, ce mode d'organisation a eu son application lorsque le système de gabelle prévoyait le régime du monopole absolu de l'Etat.

Ce fut le cas, par exemple, sous la dynastie Tsi où l'organisation du service de la gabelle était dirigée par un fonctionnaire nommé directement par l'Empereur et travaillant sous son unique contrôle.

Le bureau central du service à la tête duquel se trouvait ce fonctionnaire, dirigeait les nombreux bureaux locaux disséminés par tout le pays, et qui avaient la charge de l'organisation locale. C'est également de ces bureaux que dépendait la surveillance à exercer dans leurs régions respectives; c'est pourquoi ils avaient dans leurs attributions le contrôle de la police locale.

Ces bureaux locaux étaient divisés entre eux en trois catégories comprenant les bureaux chargés des opérations de fabrication, ceux s'occupant plus spécialement des opérations de transport et, enfin, ceux ayant charge des opérations de vente.

Tous les fonctionnaires assurant la direction de ces différents bureaux locaux étaient nommés directement par le fonctionnaire directeur du service de la gabelle.

Le même mode d'organisation fut également appliqué sous la dynastie Han et sous la dynastie Hou-Tei, qui avaient adopté toutes deux le régime du monopole d'Etat absolu pour le système de la gabelle.

Les grandes lignes de l'organisation étaient absolument identiques à ce que nous avons exposé; seules quelques questions de détails sans importance variaient selon la dynastie.

SOUS-SECTION 2. — ORGANISATION CONTROLÉE

Quant à l'organisation contrôlée, elle fut appliquée pour la première fois sous la dynastie Tsing, qui avait substitué au précédent régime de monopole absolu, celui du monopole concédé comme base du système de gabelle.

L'organisation ainsi instituée était, comme nous l'avons exposé ci-devant, placée directement sous le contrôle du Ministre des Finances, qui avait seul le pouvoir de nommer tous les fonctionnaires du service, tant à l'Office central qu'aux sections locales.

Cette organisation prévoyait tout d'abord un Office central qui assurait la direction générale du service et se décomposait lui-même en trois bureaux, dont les attributions étaient nettement définies.

L'un de ces bureaux était chargé de toutes les questions financières; il avait pour mission de recouvrer et de centraliser toutes les sommes provenant de l'impôt et de veiller à toutes les dépenses inhérentes au service.

Un autre bureau s'occupait plus spécialement de la délivrance des licences accordant le monopole aux commerçants des différents districts, comme nous l'avons exposé en définissant le système du monopole concédé.

Enfin, le troisième bureau avait comme attributions la direction et le contrôle de la police spéciale chargée de la surveillance des différents districts monopolisés.

En dehors de cet Office central l'organisation prévoyait des sections locales fixées dans chaque district monopolisé, à proximité des lieux de production, et qui avaient pour mission de contrôler les licences utilisées et de veiller à dépister toute fraude dans l'emploi de ces licences.

La même organisation fut appliquée ensuite sans aucun changement sous la dynastie Yuan.

La dynastie Min qui lui succéda conserva le même principe d'organisation, mais y apporta cependant certaines modifications.

C'est ainsi, par exemple, qu'il fut créé, en plus des services qui existaient déjà, ceci à la suite du système d'échange institué sous cette dynastie pour les raisons que nous avons indiquées lorsque nous avons parlé de cette période dans la première partie de notre étude.

Ce principe d'organisation subsista aussi sous la dynastie Chin, mais de nouvelles modifications y furent encore apportées.

Signalons tout d'abord la suppression du bureau chargé des opérations d'échange, dont le système avait été abandonné.

Par ailleurs, l'organisation prévoyait la division de l'Office central en cinq différents services administratifs.

En premier lieu nous citerons la direction générale chargée de toutes les questions importantes ayant trait au système de la gabelle, et entre autres de la fixation des redevances pour les licences de monopole. Plusieurs experts très compétents en matière de gabelle étaient attachés à ce service.

Nous parlerons ensuite du secrétariat qui était chargé de la délivrance des licences du monopole et du contact à entretenir à ce sujet avec les sections locales.

Disons un mot maintenant du service de contrôle dont le rôle est suffisamment défini par son terme même. Signalons cependant que le service de contrôle comprenait deux catégories de fonctionnaires; tout d'abord les fonctionnaires chargés du contrôle permanent dans les sections locales et ensuite les fonctionnaires attachés au bureau central et qui effectuaient, de leur côté, par intermittence des opérations de contrôle dans les différentes sections locales.

Un quatrième bureau avait dans ses attributions la partie financière et le soin de procéder au recouvrement de toutes les recettes de l'impôt et d'assurer le paiement des dépenses, en un mot, était chargé de la situation budgétaire du service de la gabelle.

Enfin, le dernier bureau s'occupait des services de la police et se tenait en relation constante avec les représentants de ce corps spécial dans l'ensemble du pays.

Quant aux sections locales qui étaient établies dans chaque district monopolisé, elles étaient soumises à la même organisation et avaient les mêmes attributions que celles dont nous avons parlé ci-dessus.

SOUS-SECTION 3. — ORGANISATION ASSIMILÉE

L'organisation contrôlée disparut avec la chute de la dynastie Chin pour faire place avec la première révolution au mode d'organisation assimilée qui a été décrit précédemment.

Le service de la gabelle fut donc assimilé à un département ministériel géré, en somme, par le Ministère des Finances. Au début, toutefois, ce n'était pas le Ministre des Finances lui-même qui avait la direction du service, mais un ministre-adjoint qui en était spécialement chargé.

L'organisation ainsi conçue comprenait cependant, comme auparavant, un bureau central et des sections locales dans les différents districts.

Le bureau central était réparti en trois services, dont, en premier lieu, la direction générale qui avait les mêmes attributions que celle définies sous l'organisation précédente.

Le second service était chargé tout spécialement des questions relatives à la production du sel et notamment de la surveillance de cette production au point de vue suffisance et qualité.

Enfin, le troisième service avait à s'occuper des questions du transport du sel et en même temps des problèmes relatifs à la consommation dans le pays.

Quant aux sections locales, elles comportaient chacune également trois services distincts.

L'un de ces services était chargé de la perception de l'impôt. Ce service de perception était surtout prévu en raison des impôts supplémentaires qui existaient dans tous les districts, et dont le pouvoir central n'avait pas le contrôle, était donné, comme nous l'avons déjà dit, que les sommes provenant de ces impôts supplémentaires étaient destinées aux budgets provinciaux.

Un deuxième service avait pour mission la surveillance dans tout le district des opérations de transport qui y étaient faites. Il devait s'assurer que ces opérations étaient parfaitement licites et dépister les opérations frauduleuses qui pouvaient se produire par l'utilisation de licences non valables dans le district.

Enfin, le troisième service était le service de la police spéciale, dont les attributions étaient la surveillance et l'empêchement de toute fraude touchant à l'impôt du sel pouvant se commettre dans le district.

Notons que si, officiellement, la direction de cette police était assurée par le bureau central, elle était exercée en fait par le gouverneur militaire de la région où se trouvait le siège de la section locale.

On comprendra mieux cela quand nous aurons dit que, pendant toute la période qui s'est écoulée entre les deux révolutions, le pouvoir gouvernemental n'avait aucune autorité et ne pouvait faire respecter ses décisions.

C'est ainsi que la police du sel, contrôlée de fait, comme nous venons de le dire, par l'autorité militaire,

était plus souvent mise à contribution pour des opérations de guerre civile que pour l'exercice des fonctions pour lesquelles elle avait été créée.

L'organisation que nous venons de décrire était loin de donner satisfaction, en raison de la situation révolutionnaire qui existait à cette époque et qui entraînait un laisser-aller certain dans l'observation des prescriptions gouvernementales.

Cette organisation peu satisfaisante s'aggrava cependant encore en 1913, à la suite de l'emprunt émis à l'étranger par la Chine, dont nous avons parlé dans le chapitre IV.

C'est, en effet, comme conséquence de cet emprunt qu'il fut accordé aux puissances créancières le droit de déléguer en Chine certains fonctionnaires chargés du contrôle de la perception de l'impôt du sel qui devait servir, ne l'oublions pas, comme fonds de garantie des sommes prêtées, fonctionnaires qui jouissaient du privilège d'ingérence dans toutes les questions ayant trait au système de la gabelle.

Cette nouvelle mesure entraîna donc un changement important dans l'organisation qui était appliquée, en ce sens qu'il fut créé un service supplémentaire, dit service d'inspection, dont le mécanisme détaillé sera exposé plus loin.

SECTION II

Organisation actuelle (1)

Nous en arrivons maintenant à l'organisation en vigueur actuellement, qui a été appliquée lors de la réforme de 1928.

Nous donnons ci-contre un tableau synoptique de l'ensemble de cette organisation, dont nous allons analyser en détail les principaux rouages.

Notons tout d'abord que le pouvoir suprême de l'organisation est détenu par le Ministre des Finances qui, en plus de sa fonction aux finances, cumule le service ministériel de la gabelle.

A côté de ce pouvoir suprême fonctionne un organisme dénommé « Conseil Général Consultatif », présidé par le Ministre des Finances, spécialement chargé d'étudier et de proposer les réformes ou améliorations possibles à apporter au système de gabelle.

Le pouvoir suprême assuré par le Ministre des Finances a sous son contrôle direct deux grandes sections principales :

1° la section administrative ;

2° la section d'inspection.

(1) Voir : *Système et politique de la gabelle en Chine*, chap. III, p. 64.



A) SECTION ADMINISTRATIVE

La section administrative que nous analyserons tout d'abord et qui est certainement la plus importante, se compose de deux sous-sections :

- 1° le bureau central ;
- 2° le bureau local.

a) *Bureau central*

La première de ces deux sous-sections, c'est-à-dire le bureau central, se divise à son tour en quatre bureaux ayant chacun des fonctions bien déterminées et à la tête desquels se trouvent de hauts fonctionnaires.

Ces quatre bureaux sont :

1° *La direction générale.* — C'est à la direction générale qu'il appartient évidemment de faire l'intermédiaire entre le pouvoir central et les sections locales. Ses fonctions qui sont très étendues comportent également l'observation de la bonne exécution par les sections locales des prescriptions officielles et la rédaction à ce sujet de rapports destinés au pouvoir suprême.

C'est également la direction générale qui détient le sceau du département ministériel de la gabelle.

2° *Le bureau de la production.* — Les attributions de ce bureau comportent évidemment le contrôle de toutes les questions touchant la production, notamment au point de vue de la technique des moyens et méthodes d'exploitation.

Il a à s'occuper également de la construction, de l'entretien et du fonctionnement des magasins de stockage sur l'ensemble du territoire.

3° *Le bureau des transports.* — Ce bureau est spécialement chargé des questions se rattachant au transport du sel, et exerce sa surveillance sur les compagnies spécialisées dans ce genre de transport.

De plus, il s'occupe des améliorations susceptibles d'être apportées aux moyens et au matériel de transport.

4° *Le bureau financier.* — Ce quatrième bureau, comme son nom l'indique, est spécialisé dans les questions financières et a pour mission la centralisation de toutes les recettes et l'établissement du budget. Ceci supporte, évidemment, qu'il a à vérifier toutes les recettes et toutes les dépenses figurant dans ce budget.

b) *Bureau local*

Quant au bureau local qui se trouve dans chaque district, deuxième sous-section de la section administrative, il se compose aussi de quatre bureaux différents, dont les attributions sont bien déterminées.

Un bureau semblable, ou section locale, se trouve dans chacun des douze districts de gabelle partageant l'ensemble du pays.

1° *Le bureau de la production.* — Ce bureau a la même mission que le bureau de la production du bureau central, étant bien entendu que son influence ne s'exerce que sur le district dans lequel il est établi.

Il doit naturellement rendre compte de son activité, comme d'ailleurs tous les autres bureaux de la section locale, au bureau central correspondant.

2° *Le bureau des transports.* — Les attributions de ce bureau comportent toutes les questions relatives au transport du sel, et plus particulièrement la délivrance des autorisations nécessaires et la surveillance des opérations.

3° *Le bureau de vérification.* — Ce bureau s'occupe de différentes vérifications, selon qu'il se trouve dans un district où fonctionne encore ou non le régime du monopole concédé.

Dans les régions où subsiste encore ce régime, il procède à la vérification des licences de monopole et au contrôle des opérations faites avec ces licences.

Par ailleurs, dans l'ensemble des districts, il se livre à la vérification du sel lui-même, tant au point de vue quantité que qualité. Il s'assure, notamment, que le pourcentage de chlorure de sodium requis pour que le sel puisse être livré à la consommation, est bien respecté.

4° *Le bureau de vente.* — Ce bureau, dont la création remonte à la réforme de 1928, et dont nous avons déjà parlé précédemment, n'existe que dans les sections locales de certaines provinces, notamment les provinces de Shan-Si, Mongolie, Chin-Hai et Hupeh.

Il s'agit, en somme, d'un magasin de vente géré par l'Etat et installé pour favoriser la vente dans ces régions désavantagées, soit au point de vue production, soit au point de vue transport.

Le bureau de vente dans chacune des provinces énumérées est réparti en plusieurs succursales dans les principaux centres de la province.

Chacune de ces succursales dépendant uniquement de sa section locale, fait part de ses besoins au bureau de la production et au bureau des transports de celle-ci. Ce sont alors ces deux bureaux qui ont la charge de l'approvisionnement en conséquence.

Nous en avons ainsi terminé avec le mécanisme des différents services de la section administrative, et nous passerons maintenant à la section d'inspection.

B) SECTION D'INSPECTION

La section d'inspection qui se trouve aussi, comme nous l'avons déjà vu, sous le contrôle direct du Ministre des Finances, comporte un bureau central à la tête duquel sont placés au même rang deux hauts fonctionnaires nommés par le ministre.

L'un de ces fonctionnaires est un fonctionnaire chinois, le second est un fonctionnaire choisi parmi les délégués étrangers dont nous préciserons le rôle ci-après.

Rappelons que la section d'inspection n'a été créée qu'en 1913 à la suite des emprunts émis à l'étranger par le gouvernement chinois.

Il nous paraît intéressant de préciser ici, en quelques mots, le rôle de cette section d'inspection.

Le but essentiel de cet organisme est de permettre aux nations créancières de la Chine, auxquelles a été consenti la garantie de l'impôt du sel pour les emprunts

effectués, d'exercer un contrôle sur la perception et le rendement de cet impôt.

La fonction de la section d'inspection, absolument indépendante de la section administrative, est donc de contrôler la perception de l'impôt, en s'assurant que les impôts payés correspondent bien exactement au tonnage de sel soumis à la taxe et qu'il ne se produit pas de fraude.

Son rôle consiste également à veiller à ce que les sommes prévues par le contrat de garantie rédigé lors de l'emprunt sont fidèlement consignées à la banque nationale pour servir au paiement des intérêts ou des amortissements aux échéances.

Il va sans dire que ceci est particulièrement du ressort des délégués étrangers.

Quant aux délégués chinois attachés à ce service, ils ont pour mission d'assurer la même fonction au regard des sommes prévues à la suite de la garantie des dettes intérieures par l'impôt du sel.

Les deux fonctionnaires que nous avons cité assurent en commun et en plein accord le contrôle total et absolu de l'ensemble des services de la section d'inspection.

Le bureau central de cette section se divise en deux services distincts :

- 1° le service des sections locales ;
- 2° le service de la police.

Chacun de ces deux services assume des attributions bien déterminées.

1° *Service des sections locales*

Ce service comprend les différentes sections locales qui se trouvent fixées dans chacun des 12 districts de gabelle, tout comme pour la section administrative.

Chacune de ces sections a à s'occuper, dans son district, des opérations de contrôle que nous venons de décrire en détail.

Elle contrôle aussi bien la perception des impôts que la consignation des sommes prévues à la banque désignée pour ce district.

Bien entendu, toutes les sections locales rendent compte de leur activité au bureau central par des rapports détaillés.

Il convient de noter que chacune de ces sections locales opère en collaboration étroite avec la section locale administrative de son district, chargée, comme nous l'avons dit, de vérification aussi bien sur la production et sur le transport que sur l'emploi des licences dans les régions où ce régime est encore en vigueur.

La direction de chaque section locale est assurée de façon identique à celle du bureau central, c'est-à-dire qu'elle comprend deux fonctionnaires de même rang, dont l'un est chinois et l'autre étranger. Ces deux personnes doivent agir en commun accord; notons, toutefois, qu'en cas de désaccord entre elles, la question litigieuse doit être soumise à l'arbitrage du bureau central qui décide sans appel.

Outre ces deux fonctionnaires dirigeant la section locale, celle-ci comprend également un certain nombre

d'agents contrôleurs volants qui se rendent dans les différentes localités productrices du district pour assurer efficacement le contrôle.

2° Service de la police

En ce qui concerne le service de la police, il y a lieu de distinguer entre les deux corps différents de cette police, selon qu'il s'agit de la police ordinaire ou de la police spéciale.

a) Police ordinaire

La police ordinaire comprend des effectifs de police qui assurent leur service aux abords des lieux mêmes de production. Ces effectifs ne restent généralement pas très longtemps dans le même endroit, car ils sont remplacés périodiquement par des effectifs nouveaux. Cette pratique de changement des détachements policiers est prévue pour éviter toute corruption de la part des fraudeurs.

Il nous paraît presque superflu de préciser le rôle de la police qui est chargée, comme bien l'on pense, de réprimer toute infraction aux lois de la gabelle. Toutefois, la principale mission de la police ordinaire consiste à empêcher tout transport clandestin de sel.

b) Police spéciale

La police spéciale, contrairement à la police ordinaire, est constituée de détachements policiers qui sillonnent le district pour exercer une surveillance complète des opérations de transport.

Le rôle de cette police mobile est surtout très importante dans les régions où existe encore le régime spécial des licences de monopole, en raison de l'interdiction frappant le transport du sel d'une telle région à la région voisine.

Il est à noter que les deux corps de police sont organisés sur une base militaire.

C'est ainsi que dans chacun de ces corps il existe des détachements de police à pied et des détachements de police montée. Ceci pour la police territoriale.

Car, en dehors de celle-ci, nous devons citer également la police maritime qui compte aussi des effectifs des deux corps.

Cette police maritime remplit exactement les mêmes fonctions sur mer et sur les voies navigables à l'intérieur du pays, et tout spécialement le long des côtes où se trouvent de nombreuses exploitations de sel.

Pour terminer, disons encore qu'officiellement le service de la police dépend directement du bureau central, mais qu'en fait, et en raison de la collaboration étroite nécessaire qui existe entre le service de la police et la section locale, celle-ci peut être amenée à lui donner certaines instructions lorsque la situation l'exige.

Néanmoins, tous les fonctionnaires des corps de police sont nommés uniquement par le bureau central.

*
* *

En conclusion de cette dernière partie, nous ne pouvons mieux faire que constater que la méthode d'or-

ganisation actuelle est beaucoup plus satisfaisante que celles appliquées auparavant.

D'ailleurs les résultats de l'impôt en sont une preuve évidente.

Mais en quoi cette organisation est-elle supérieure aux précédentes ?

Sans aucun doute, cela provient en grande partie du fait qu'actuellement il existe une séparation des pouvoirs très nette entre le Ministère des Finances et le service ministériel de la gabelle. Auparavant ces deux départements n'étaient pas délimités et il en résultait une certaine confusion.

Par ailleurs, l'adjonction d'une section d'inspection à la section purement administrative a eu, de son côté, de très heureux résultats, car la fraude est ainsi doublement surveillée et rendue presque impossible.

De plus, tous les services dépendant des deux grandes sections sont bien spécialisées dans leurs fonctions et l'activité de ces services est intelligemment coordonnée.

Enfin, le pouvoir central jouissant à présent d'une autorité réelle tient sérieusement la main au bon fonctionnement de tous les rouages de l'organisation.

CONCLUSION

Ainsi que l'on a pu s'en rendre compte à l'examen de l'étude qui précède, le problème de l'impôt du sel en Chine est d'une importance toute particulière, tant au point de vue des ressources de l'Etat et de l'intérêt du consommateur, d'une part, que de la situation politique intérieure, d'autre part.

En effet, ce problème a déjà soulevé maintes fois, comme nous l'avons souligné, des mécontentements sérieux allant parfois jusqu'à de véritables mouvements de révolte.

Aussi, pensons-nous que ce problème mérite de la part des dirigeants du pays une attention toute spéciale.

Il est indéniable que de très sérieux progrès ont déjà été accomplis dans ce domaine depuis de nombreuses années, et principalement depuis l'accession au pouvoir du gouvernement nationaliste qui s'est occupé activement de la question et a fait adopter la réforme de 1928 qui vaut actuellement à la Chine un régime de gabelle sensiblement amélioré.

Cependant, comme nous l'avons vu, cette réforme prévoyait une certaine période transitoire pour sa mise en application, et nous estimons que cette période transitoire a été mise à profit par les personnes ayant

un intérêt évident à le faire, pour empêcher l'application du nouveau régime.

Aussi, serait-il, à notre avis, vivement souhaitable que les pouvoirs publics brisent ces résistances pour faire appliquer sans retard par tout le pays le système réformé. Cette mesure nous paraît être, en effet, la plus urgente.

Nous justifierons notre désir de voir cette application aussi proche que possible, en attirant l'attention sur les faits qui nous paraissent le plus sujets à critique.

Il est, tout d'abord, foncièrement injuste que certaines régions soient traitées de façon spéciale, entraînant une division du pays en douze districts qui ne justifieraient pas autrement leur utilité.

Ce traitement spécial est d'autant plus critiquable qu'il fut créé uniquement dans le but de favoriser certaines personnes qui jouissent encore, du fait qu'il subsiste, de privilèges qui ne sont plus en accord avec les nouvelles dispositions de la réforme.

C'est pourquoi il y aurait lieu d'abolir au plus vite, pour toutes les régions qui en bénéficient encore, le système du monopole concédé.

Par ailleurs, l'application totale de la réforme entraînant la suppression de ce régime, entraînerait parallèlement la suppression de la police spéciale, étant donné que les opérations de transport ne seraient plus soumises à aucune formalité, ni à aucune restriction. Et cette mesure vaudrait à l'Etat une économie de cinq millions de dollars, somme qui a été relevée déjà pour les dépenses afférentes à cette police.

Si nous en revenons au tarif de l'impôt en Chine, nous rappellerons, ainsi d'ailleurs que l'on a pu en juger, que ce tarif est absolument prohibitif et qu'il est d'ailleurs le plus élevé du monde.

Ici, il nous apparaît encore qu'il serait indiqué de rechercher la possibilité de procéder à un abaissement de ce tarif, dans l'intérêt de la population entière. Il y aurait lieu, croyons-nous, de supprimer tout d'abord de façon absolue tous les impôts supplémentaires.

Et ceci nous amène au dernier point que nous désirons signaler.

L'impôt élevé, ajouté au prix de revient déjà assez cher, est une des raisons des exportations faibles du sel; les exportations sont, d'autre part, rendues assez difficiles en raison d'une production ne laissant pas de grosses disponibilités après satisfaction des besoins intérieurs.

Le défaut d'exportations plus fortes compromet, comme nous l'avons dit, la balance commerciale du pays.

Nous pensons donc, qu'il serait sage, pour remédier à cet état de choses, de faire un effort particulier en vue d'arriver à l'amélioration des moyens de production, qui s'avèrent insuffisants.

Après avoir analysé les différentes améliorations qui nous paraissent être de nature à rendre le système de gabelle plus supportable au peuple chinois et plus profitable à l'Etat, nous concluerons en redisant encore une fois notre espoir de voir le gouvernement chinois faire appliquer sans délai et sans restriction l'ensemble de la réforme, susceptible en elle-même déjà de sensibles améliorations.

Vu:

Nancy, le 25 Octobre 1936.

Le Président de la Thèse,

F. DE MENTHON.

Vu:

Nancy, le 27 Octobre 1936.

Le Doyen,

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 29 Octobre 1936.

Pour le Recteur:

Le Doyen délégué,

R. CORNUBERT.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES CHINOIS

A) *Ouvrages généraux*

- YEN-ZI-ZÉ. — Impôts (Shanghai, 1930).
— Rentes de l'Etat (Shanghai, 1929).
CHOW-TAN. — Les problèmes financiers de la Chine (Shanghai, 1930).
YAN-ZU-MEI. — Problèmes des finances nationales de la Chine (Péking, 1926).
TCHEN-PING-CHANG. — Public finance (Péking, 1930).
TCHEN-CHIH-SIN. — Traité de finance (Péking, 1920).
SON-CHIA-YEN. — Etude financière comparative (Nanking, 1928).
CHIA-SZU-YI. — Histoire financière de la Chine, tome II (Shanghai, 1925).
CHEN-TAI. — Historique de la douane en Chine (Commercial Press C°, 1908).
Le système de l'impôt sous la dynastie Chin (par le Bureau Central, Péking, 1925).
Le projet financier modifié de la Chine (par le Bureau Central, Péking, 1930).
Chronique de la dynastie Han.
Chronique de la dynastie Tan.
Chronique de la dynastie Tsing.
Chronique de la dynastie Min.
Chronique de la dynastie Son.

B) *Ouvrages particuliers sur l'impôt du sel en Chine*

- CHOW-SHIEN-LIN. — Les problèmes du sel (Shanghai, 1927).
THIN-PING. — Système et politique de la gabelle en Chine (Nanking, 1927).
L. Y. CHANG. — The Chinese salt administration (Nanking, 1930).
C. H. LIN. — Monographie de l'industrie du sel en Chine (Shanghai, 1920).
OU-TSUNG-YOU. — A short history of the salt administration in China (Edit. J.-W. Wang, Shanghai, 1927).
CHENG-TSUN-TA. — Salt (Edit. J.-W. Wang, Shanghai, 1931).
Statistique des industries minérales (publiée par le Département Ministériel de la Gabelle, Nanking, 1930).
Revue du Sel (par la Conférence de la Gabelle, 1930-1935).
Rapport mensuel du sel (par CHIN-CHU-CHIN, 1928).
Le plan de TIN-UN (Péking, 1923).
Revue du sel (par CHANG-NAN-TONG, Shanghai, 1907).

C) *Ouvrages périodiques*

- China's year book (The Commercial Press C°, 1927-1935).
The Eastern Miscellany (The Commercial Press C°, 1927-1935).
Shun Pao Yueh Kan (par The Shun Pao, 1927-1935).
Revue d'économie politique (The Commercial Press C°, 1931-1935).
Revue de banque (The Commercial Press C°, 1927-1935).
Revue mensuelle de banque (Shanghai, 1927-1935).
Rapports mensuels du Ministère des Finances (Nanking, 1927-1935).
Annuaire des finances publiques de 1935 (publié par le Ministère des Finances à Nanking).
Shun-Pao, 1933. V
Sin-Win-Pao, 1933.
Shih-Pao, 1934.

Ta-King-Pao, 1929.

Shanghai temes, 1928.

Shanghai Evering poste, 1931.

Lois et décrets récents du Gouvernement central de la République Chinoise (Nanking, 1930).

II. — OUVRAGES FRANÇAIS

GRÉAU (E.). — Le sel en Lorraine (Nancy, 1908).

LEFEBVRE (E.). — Le sel (Paris, 1882).

BAILLY (L.). — Note sur les affaissements produits par l'exploitation du sel (1904).

LEVALLOIS (J.). — Mémoire sur la recherche et l'exploitation du sel gemme (1934).

KINELER (M.). — L'industrie du sel en Pologne (thèse pour le doctorat de l'Université de Nancy, 1935).

LEROY-BEAULIEU. — Traité de la science des finances (Paris, 1912).

ALLIX. — Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française, 7^e édit. (Paris, 1931).

TROTABAS (L.). — Précis de science et législation financières, 4^e édit. (1935).

ADOLPHE-LACAN (Roger) et LÉGER (B.). — Finances publiques, Législation budgétaire et fiscale (Plan d'études conformes à la récente codification fiscale), 1935.

III. — OUVRAGE ANGLAIS

COGGIN-BROWN. — The mine and mineral of Yuan with short accounts of its agricultural products trade (1920).

HO-TUNG (R.). — Memorandum an the salt industriy in Hong-Kong (1920).

TINNA (M.). — L'industrie minière en Russie (1925).

COGGIN-BROWN (J.). — Contribution to the geology of the province of Yunan (1922).

Imperial Institute. — Salt, The mineral industry of the British Empire and Foreign Countries (London, 1927).

The salt industry in China (Chem. Tr. Journal, 1925).

SLATER (J.). — The national economic council (Shanghai, 1932).

Monograph on common salt (Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry) (London, 1930).

GREGORY (T.). — Introduction to finance (London, 1932).

BASTABLE (C.-F.). — Public finance (London, 1930).
London times, 1928.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'évolution du système de la gabelle en Chine</i>	11
<i>Section I.</i> — Période des systèmes multiples..	13
<i>Section II.</i> — Période du régime des concessions	18
<i>Section III.</i> — Les projets de réforme de 1911 à 1927	24
<i>Section IV.</i> — La réforme de 1928	29
I. La loi de 1928	29
II. L'application de la loi de 1928.....	32
A) Réorganisation de la production.....	32
B) Construction de magasins de stockage...	33
C) Modification de l'impôt	33
D) Réorganisation de la police du sel.....	34
E) Régime transitoire pour le transport et la vente du sel	35
F) Vérification de la qualité du sel	36
G) Modification du système d'inspection...	36
CHAPITRE II. — <i>La production et la consommation du sel en Chine</i>	39
<i>Section I.</i> — Méthode et centres de production.	40

	Pages
<i>Section II. — Les débouchés du sel en Chine..</i>	50
§ 1. Les débouchés intérieurs	50
§ 2. Les débouchés à l'étranger	55
 CHAPITRE III. — <i>Les modalités actuelles de l'impôt du sel en Chine</i>	 59
<i>Section I. — Analyse des impôts</i>	61
<i>Section II. — Les tarifs actuels de l'impôt ..</i>	63
<i>Section III. — Le rendement actuel de l'impôt.</i>	67
<i>Section IV. — Les modalités de perception de l'impôt</i>	70
A) Perception dans les régions où le commerce s'exerce librement	70
B) Perception dans les régions soumises encore au régime du monopole des concessions	72
 CHAPITRE IV. — <i>Les relations de l'impôt du sel en Chine avec les dettes de l'Etat</i>	 75
<i>Section I. — Dettes internationales</i>	76
<i>Section II. — Dettes intérieures</i>	83
 CHAPITRE V. — <i>L'organisation administrative de la gabelle en Chine</i>	 89
<i>Section I. — Les anciens modes d'organisation du système de la gabelle</i>	91
Sous-Section I. — Organisation indépendante	91
Sous-Section II. — Organisation contrôlée	92
Sous-Section III. — Organisation assimilée	95

	Pages
<i>Section II. — L'organisation actuelle</i>	98
A) Section administrative	100
B) Section d'inspection	103
CONCLUSION	109
BIBLIOGRAPHIE	113
